

RAES François
rue Van Boeckel, 23 bte 4
1140 Evere
02-241.60.23

25 mars 1987

Monsieur Slicker
Juge d'Instruction
Parquet de Nivelles

Monsieur le Juge,

Voici en annexe un montage photographique
que j'ai fait à partir du journal " La Dernière Heure " du
23 janvier 87.

- 1) portrait robot de l'attaquant ammurier Dekaise à Wavre
 - 2) photo réelle de Bouhouche (il y a +- 9 ans)
 - 3) portrait robot (n°1) " travaillée " par moi-même
- conclusion : la ressemblance avec la photo de Bouhouche
est frappante.

J'ai envoyé ce même montage à Monsieur le 1er Substitu
Peytier, le 2/3/87

Veillez agréer Monsieur le Juge, mes salut
tions distinguées.



EGUE

es

ens

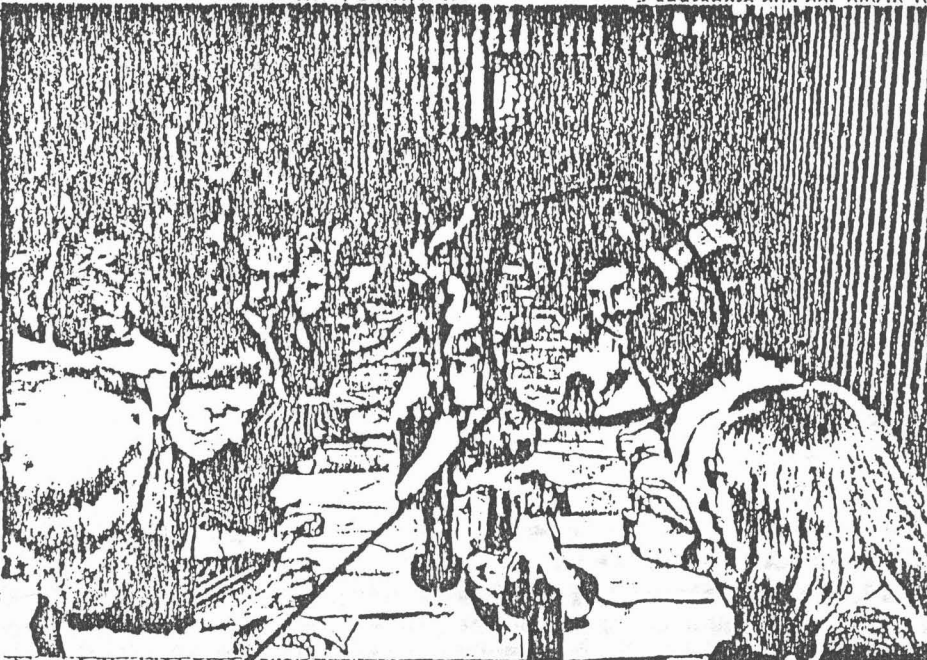
celles-ci, le général de gen-
erie Beernaert, le secrétaire
Aerts, le ministre commu-
nisme flamand, le ministre de la
majorité flamande, le ministre
à la rampe, celui-ci, celui-là
sont nés, nés, nés, nés, nés, nés,
nétho.

chef de la PJ de Charleroi, Ch. de
Vroom.

Il est apparu que la justice de
Charleroi s'occuperait : de la fusil-
lade de Maubeuge, des hold-up de
Rixensart et de Houdeng - Goe-
gnies, des préparatifs d'attaque
des mutualités socialistes de Was-
mes et du Maxi GB de Drogenbos,
des tueries de Hal, de Nivelles et
d'Anderlues, sans oublier les
meurtres d'un chauffeur de taxi
bruxellois et du concierge de l'Au-
berge du Chevalier (dans la mesure
où, pour ces deux derniers, Cocu a
récemment accusé Vittorio d'y
avoir pris part).

Mais si Termonde reste chargé
des tueries de Tamise et d'Alost
(neuf tués), Nivelles conserve les
recherches tenant entre autres aux
tueries d'Overijse et de Braine -
l'Alleud (huit tués, l'automne
1985).

Un bien pour l'enquête



avoir pris part.

Mais si Termonde reste chargé
des tueries de Tamise et d'Alost
(neuf tués), Nivelles conserve les
recherches tenant entre autres aux
tueries d'Overijse et de Braine -
l'Alleud (huit tués, l'automne
1985).

Un bien pour l'enquête

Quant à la structure policière, la
fameuse cellule Info, créée à Nivel-
les, ne sera pas dissoute. Il n'est
pas question de tenir à l'écart les
PJ et BSR de Nivelles et de Bruxel-
les, qui continueront de disposer,
p. ex., de la mise sur ordinateur de
toutes les données de l'enquête.
Les changements bouleverseraient
d'autant moins l'enquête policière
que la PJ de Charleroi participait
déjà aux travaux de la cellule Info
de Nivelles. On disait hier que cette
PJ serait surtout intéressée au volet
« borain » de l'enquête. Colmater
les failles soulevées par la défense
et ouvrir d'éventuelles portes fer-
mées, à Nivelles, serait l'essentiel
de son travail. Tous ces détails ont
été mis au point, jeudi, à Mons, ou

être désigné. La décision est immi-
nente, puisque la filière boraine
doit impérativement comparaître
avant le 29 janvier devant la cham-
bre du conseil de Charleroi. Il ne
faut pas attendre de décisions fra-
cassantes avant que le nouveau
magistrat se soit imprégné du dos-
sier.

Pour ce qui est du choix du juge,
deux noms restent en lice, ceux de
MM. Lacroix et Maufroy. Enfin, il
n'est sans doute pas inutile de
préciser que, à chaque fois qu'elle
a eu à intervenir par le passé, la
justice de Charleroi a toujours pen-
ché pour la culpabilité de la filière
boraine.

Les tueurs à Dinant

Il y a six mois, l'incertitude pla-
nait sur le point de savoir si le
hold-up sanglant de l'armurerie
Dekaise, à Wavre, le 30 septembre
1982, était ou non lié aux tueries
du Brabant. Les incidents de pro-
cédure n'ont pas empêché certains

(1982) une armurerie de Dinant.
Une carabine Winchester à canon
scie provenant de Dinant a en effet
été repêchée à Ronquières. Cette
arme serait liée à six des 28 meur-
tres attribués aux tueurs, et no-
amment ceux de : Tamise, du
concierge de l'Auberge du Cheva-
lier, du taximan grec Angelou et
ceux du Colruyt de Nivelles. Elle
pourrait même avoir servi à truffer
de balles le berger allemand du ga-
rage Jadot de Braine - l'Alleud, la
nuit du 2 au 3 juin 1983.

Brigitte Pinster
et Gilbert Dupont



(1982) une armurerie de Dinant.
Une carabine Winchester à canon
scie provenant de Dinant a en effet
été repêchée à Ronquières. Cette
arme serait liée à six des 28 meur-
tres attribués aux tueurs, et no-
amment ceux de : Tamise, du
concierge de l'Auberge du Cheva-
lier, du taximan grec Angelou et
ceux du Colruyt de Nivelles. Elle
pourrait même avoir servi à truffer
de balles le berger allemand du ga-
rage Jadot de Braine - l'Alleud, la
nuit du 2 au 3 juin 1983.

Brigitte Pinster
et Gilbert Dupont

boraine.

Les tueurs à Dinant

Il y a six mois, l'incertitude pla-
nait sur le point de savoir si le
hold-up sanglant de l'armurerie
Dekaise, à Wavre, le 30 septembre
1982, était ou non lié aux tueries
du Brabant. Les incidents de pro-
cédure n'ont pas empêché certains
d'apprendre que des pièces pro-
venant d'une Beretta et, semble-t-il,
de deux pistolets mitrailleurs In-
gram, avaient aussi été repêchées



celles-ci, le général de gen-
erie Beernaert, le secrétaire
Aerts, le ministre commu-
nisme flamand Kelchtermans,
major Seynave, commandant
d'indarmerie du district de
a rappelé que le combat des
rimes contre les malfaiteurs
celui de David et Goliath,
s'il n'avons ni les moyens, ni
éthodes nécessaires », a-t-il
é, « et quand nous les
nous ne pouvons pas les
oyer. » Il est, selon lui, « plus
sûr qu'une réforme aie lieu
s matières », « La lutte contre
reils criminels ne se joue pas
es mêmes règles que celles
implémentes citoyens », a-t-il con-
général Luc Verstaappen a
suite élevé au grade de che-
de l'Ordre de Léopold II, à ti-
siborne

- 1- 18.08.81 : affaires vols = politique et affaire meurs avec min. V.D.B. et gén. Beaurir à Grez-Doiceau.
- 2- 19.08.81 : major Marchoul me convoque à la BSR demande où est dossier Desoulière (SAC) il aurait disparu.
- 3- 27.08.81 : note aux ABT, toutes les heures devant maison De Benvoisin
- 4- 9.9.81 : suite point 3 : note viendrait du gén Beaurir : surveillé galerie tableaux mais en fait serait CEPIC (De Benvoisin)
- 5- 7.10.81 : affaire viande avec stup au Parquet + BSR.
- 6- 11.10.81 attentat voiture BSR
- 7- 14.10.81 menaces de mort au Parquet (affaire viande)
- 8- 26.10.81 : attentat major Vernailien
- 9- 30.10.81 : Cdt Calluy (Cdt BSR) voulait me faire détacher à la BSR pour aider.
- 10- 18.11.81 : Adjt Gilmont me dit que Adjt Goffinon avait dit au colonel DEVOS que par déontologie il serait mieux que je ne puisse pas revenir à la BSR ?!?!?
- 1-Adjt Goffinon aurait aussi voulu faire une perquisition chez moi ce qui fut refusé par le colonel.
- 11- 11.11.81 : on me dit que l'enquête sur les stup dans la viande est stoppée à cause de VBB.
- 12- 13.11.81 - je suis gradé de jour à la L.M. - reçoit un télex qui stipule que les gardes corps pour le colonel Vernailien et le Juge d'Instruction Bimeau d'Auteville sont supprimés !!!!
- 20/10 VDB avait téléphoné au général Beaurir en octobre 81 : pour dire (ce que l'en m'a dit) " j'ai appris qu'un sous/off faisait une enquête contre moi, pour des stup, s'il se trompe gare. "!!!!
- 13- 18.11.81 : l'adjt GILMONT me dit que l'adjt GOFFINON avait dit au Colonel DEVOS que par déontologie, il valait mieux que je ne retourne pas à la BSR pour faire partie des enquêtes (attentats)!
- 14- le 1.12.82 : Camerman dit accuse GOFFINON d'être derrière les attentats NBD (Zick Farcy).
- 15- le 2.12.82 : VIENNE accuse GOFFINON, touché primes assurances pour tableaux volés.
- 16- le 3.01.82 : vols d'armes DYANE je suis ABT de 07 à 19hhrs avec chef SWOLFS et Mdl Van Dale = 1 seule voiture ABT en service!!!!
- 17- 8.3.82 adjt GOFFINON mufé à la section INFO
- 18- 6.4.82 : chez Colonel LHOST où je suis menacé
- 18- 6.5.82 : BSR savait départ imminent vers le Brésil de Mme Claudine Leclercq épouse FARCY - pas pu l'entendre et partie.

(X) { Eric D'Hondt (affaire BND) 90kg stup n'a pu être entendu protégé par DEA (mêlé avec Farcy dans meurtre de Maenhout et De Maere) selon les bruits habitait à côté de De Benvoisin.

Begin onderzoek
(Congel)

flottering
enke onderzoek
(Congel!)

na geveer één maand.
te hoot om een
ernstig enquête

- 2 -
- 22.6.82 -----
- 19- 1 Mdl LAMBERT - secrétaire de l'aumônier renvoyé à l'escadron service normal après 5 ans chez l'aumônier = rumeurs = parcequ'il serait intervenu pour moi
- 20- 18.1.82 ouverture procès BND. - le major Charlot me fait muté au garage , dans un bureau où j'ai rien à faire avec interdiction de me rendre au Palais de justice pour suivre ce procès !!!!!
- 21- 1/7/82 : je quitte la Gd.
- 22- 29/1/81 : (1981) colonel Haesaerts ne veut pas que l'en pousse trop loin l'enquête sur Farcy.
- 23 : 6 juin 82 (important) : j'étais très copain avec le chef BESBRUGGEN Marc le dimanche 6.6.82 je lui rendit visite à son domicile avec ma femme, fille et même mon chien - quelques jours plus tard BESBRUGGEN me prévient qu'il préfère ne plus me rencontrer en effet, des gendarmes avaient été entendre son épouse à son lieu de travail (adm. com. d'Anderlecht) pour savoir de quoi lui et moi avions parlé!!!!!!
- 24_ lorsque j'étais à la LM le chef SALMON se mit à tourner autour de moi me raconta beaucoup d'affaires et même lorsqu'il rentra d'une patrouille ABT, il me raconta l'arrestation d'une prostituée recherchée pour faux-monayage (BOUSSETTA Nadia) et qu'elle détenait un petit carnet d'adresse dans lequel se trouvait les N° de tél. privés du général Beaurir , VDB et autres hautes personnalités, il me précisa que ce carnet avait disparu pendant l'enquête de la B.S.R. - lorsque j'eus quitté la GD il vint très souvent chez moi et m'accompagna très souvent lorsque j'étais demandé pour des conférences Univ de Louven - de BXL - SP Oostende - PC de Liège etce Il essayait de savoir ce que je détenais sur l'affaire de la Vland il a tout-à-coup coupé tout contact avec moi lorsqu'un jour je mis en présence du journaliste Walter DE BOCK (De Morgen) qui lui posait trop de question délicates.

Ma question est : Qui est l'officier supérieur derrière tout cela ? vers les années 73, j'ai été mis en contact avec un vieux italien napolitain , je crois du nom de BARBARACI Eduardo, il co-habitait avec une allemande du nom de Götze , rue du Magasin, n°1, jr cois à Bruxelles - on le surnommait " papi " il était considéré comme le parain du milieu italien - il avait un grande photo encadrée de VDB et dédicacée par le ministre. - il était aussi en rapport avec l'adjutant Goffinon et des gens du Parquet et de la P.J. - il voulut " donner " un labo de stupus à Nice au Cdt François et à Frank Eaton mais coupa les négociations , disant que ces gens là n'étaient pas sérieux. Il se disait très bien avec Mr VDB .

FRANÇOIS D'AUBERT

L'argent sale

**ENQUÊTE
SUR UN KRACH
RETENTISSANT**

la Bourse italienne, suspend les actions Ausonia et De Angeli Frua à la Bourse de Milan et Paramatti à Turin. Décision bizarre, guère de nature à rassurer sur l'éthique de Parretti et de Fiorini...

Difficile aussi, comme on l'a vu précédemment, de savoir ce que ce mic-mac sur les compagnies d'assurances a rapporté à Parretti et sous quelle forme.

Dans le *Wall Street Journal* du 2 mars 1989, Parretti prétend avoir acheté les compagnies d'assurances « en gros 20 millions de dollars » et les avoir revendues « en gros 100 millions de dollars ». Bénéfice : 80 millions de dollars. Fiorini, l'acquéreur, prétend, lui, dans le même article du *Wall Street Journal*, ne les avoir achetées que 40 millions de dollars, ce qui ne concorde avec aucune des versions de Parretti, ni celle à 100 millions de dollars, ni celle à 67 milliards de liras. Et pour compliquer les choses, il existe encore une autre version de Fiorini selon laquelle, après revente finale à de Benedetti, le profit fut en définitive de 160 millions de dollars, dont 60 revinrent à Parretti¹.

De toute évidence, cette version peut difficilement refléter la vérité. Curieusement on ne voit nulle part apparaître un profit de 100 millions de dollars dans les comptes passés par Sasea. Pendant ces trois années, les profits de la holding ne dépassèrent jamais les 7 millions de dollars. Où sont donc passées les retombées ?

Pour la première fois, en tout cas, Parretti et Fiorini agissent de concert et de façon préméditée. Quand Parretti achète les actions Ausonia et De Angeli Frua, il sait qu'il les revendra à Fiorini. Peut-être même n'est-il que le mandataire de ce dernier ? Ou n'auraient-ils fait que du portage, par exemple pour Carlo de Benedetti ?

La collaboration Parretti-Fiorini, qui va durer cinq ans, sera à l'image de ces débuts dans l'assurance : opaque...

1. Voir J.E. Epstein, *Spy*, juin 1990, et *Actuel*, juillet 1990.

UN ASSOCIÉ BLANC COMME NEIGE

Dans le numéro 2 d'*Europa*, le journal de Parretti et Picciotto, devait s'étaler un long reportage sur une nouvelle raffinerie, dans le microscopique émirat du golfe Persique, Ajman, petite zone désertique sans pétrole bordant la mer à quelques dizaines de kilomètres au nord de Dubaï. *Europa* avait prévu de donner la parole à un certain Antoine Vastenavondt, qui expliquait comment il avait réussi à faire démonter en Grande-Bretagne, puis transporter et installer sur les bords du golfe Persique, une raffinerie de pétrole d'occasion en pièces détachées, avec son associé Giancarlo Parretti...

Avec Verzotto, Vastenavondt que Parretti a connu en Italie, par l'intermédiaire d'un promoteur immobilier romain spécialiste du commerce de cigarettes, Nello Aufranlli, figure parmi les relations les plus « dangereuses » de Parretti. Ce personnage, aujourd'hui voué à la fabrication industrielle d'objets d'étain en Thaïlande, gravitait à la lisière de deux mondes très imbriqués : le trafic d'armes et le trafic de drogue.

Vastenavondt est nommé le 10 septembre 1985 vice-président d'Interpart. En contrepartie, Interpart entre à l'autre bout du monde dans le capital de la Thai Present Limited, une petite fabrique d'objets en étain que Vastenavondt possède avec quelques amis européens en Thaïlande. Bureaux à Bangkok, atelier de fabrication dans l'île de Phuket, la Thai Present Ltd appartient à 50 % à un Français installé depuis des années en Thaïlande.

Interrogeant le conseiller commercial auprès de l'ambassade de France à Bangkok sur cette entreprise, on m'a répondu que son responsable était très honorablement connu : « Il est président de la section des conseillers du commerce extérieur de France, décoré de l'Ordre du Mérite national et [...] responsable de la très belle réussite de cette société, qui est devenue le deuxième producteur mondial d'étain d'art. »

Il suffit de consulter la banque de données Dun & Bradstreet de l'Assemblée nationale pour apprendre que

les principaux actionnaires de la Thai Present Co Ltd et de ses trois filiales, la Thai Present Artcrafts Pewter Ltd, la Thai Passco Mining Ltd et la Thai Present Smelting Co Ltd sont effectivement Philippe Staib, Fernand Peton, P. Hansen, Raumon Lucien Bongsut et Antoine Vastenavondt, en plus de deux personnes morales, la Reecharherst Ltd et la Lebertas Ltd. Vastenavondt en est le président, assisté par Philippe Staib, Lucien Bongsut et Nello Aufranlli.

Né en 1930 à Peutié, en Belgique, Vastenavondt, qui se définit comme un « financier », a pas mal roulé sa bosse. Au début des années 70, il est P-DG de la Codeprim SA (Compagnie de développement et de promotion immobilière, 15, rue du Jeu-de-l'Arc à Genève). En 1973, il est mêlé à des affaires d'escroqueries sur des valeurs mobilières : émission de faux titres, appropriation d'obligations hors cours. Il se vante à l'époque d'avoir à Paris un ami très influent dans les sphères gouvernementales, « M. René ». Puis il fait des affaires en Espagne, au Cameroun et à Madagascar. Un ancien gendarme belge le connaît bien, François Raes. Il raconte une partie de l'histoire de Vastenavondt dans un livre sorti en Belgique il y a une dizaine d'années¹. « Il y avait une affaire de trafic de stupéfiants dont s'occupait Interpol, du fait de sa dimension internationale : l'affaire Sea Horse – Van Sinderen (hollandais). Il s'agissait d'un trafic par bateaux de mer. Un jour, dans le courant de 1978, je fus chargé de m'occuper en partie de cette enquête. Il avait été constaté que des trafiquants de cette bande téléphonaient à un numéro d'appel à Ixelles (Bruxelles), 16, rue Fernand-Meuray. Ce numéro était délivré à un certain Snoy d'Opurs. Je fis des recherches et appris que l'appartement de superluxe et meublé appartenait au baron Snoy d'Opurs, fils de l'ancien ministre des Finances, mais qu'il n'y habitait pas. Il avait loué cet appartement à un homme qui n'y venait que rarement et qui circulait en Cadillac grise. Je ne pus identifier cet inconnu et sachant que le baron n'y venait jamais, j'étais presque certain qu'il

1. *Quand un membre de la BSR enquête au Bureau national de la drogue*, François Raes (« un gendarme Don Quichotte »).

n'avait rien à voir dans cette affaire. Je pris contact avec le baron, directeur de la Belgian Shell, et je lui demandai des explications qu'il me donna spontanément.

« J'appris ainsi que le locataire s'appelait Vastenavondt, Antoine, lequel avait dit au baron qu'il louait cet appartement comme deuxième résidence et qu'il était domicilié à Londres, qu'il possédait des mines d'étain en Thaïlande et que de ce fait il était souvent absent. Il avait demandé au baron de garder le numéro de téléphone à son nom, de payer les factures, lesquelles seraient remboursées lors de ses venues. Le baron aurait accepté de bonne foi. Nous apprenons que Vastenavondt travaillait pour la firme CCI (Commercial International Incorporated, 23, avenue des Arts à Bruxelles). Le CCI était aussi en relation (mêmes bureaux) avec la Corbian International Airways pour l'Asie. Elle est suspectée par les Américains de trafic d'héroïne et d'armes. » L'ancien gendarme François Raes poursuit : « Ce sont les Américains qui ont le monopole de l'étain en Thaïlande, Vastenavondt importait des objets d'art de Thaïlande et les faisait fondre à Hoboken, derrière le dos des Américains. Toutefois son trafic d'étain ne lui permet pas son train de vie [...]. Cette affaire d'étain qu'il raconte à tout venant cache certainement un trafic d'héroïne. »

Vastenavondt collabore au moins depuis 1984 avec Parretti. Il y a eu, comme on l'a vu, l'affaire de la raffinerie d'Ajman. Au même moment, une certaine Ajman Saudi Refinery Company Ltd, dont le représentant légal n'est autre qu'Antoine Vastenavondt et qui bénéficie de cautions bancaires italiennes, propose curieusement au tribunal de Syracuse la reprise de l'Acradina, la société des hôtels de Parretti mise en faillite le 10 mai 1984, avec un passif de 4,6 milliards de lires (environ 23 millions de francs), en indemnisant les créanciers à 35 % de leur dû. Seule condition réclamée par les repreneurs : la possibilité de reprendre toutes les activités et de récupérer les actifs, évalués à 4 milliards de lires.

Mais le tribunal de Syracuse ne se laisse pas convaincre.

Autre péripétie : en 1985, Parretti récupère dans le patrimoine de la compagnie d'assurances Ausonia un

abattoir italien, Ultrocchi, à côté de Milan. Au bord de la faillite, mais quand même l'un des plus importants d'Italie. Vastenavondt se dit alors propriétaire de cet abattoir et propose à l'homme d'affaires belge Jacques Vander Haeghe, un ami de Paul Van den Boeynants, lui aussi professionnel de la viande et en plus un des hommes politiques le plus connu de Belgique, de collaborer. Vander Haeghe est depuis quelques années copropriétaire de l'Immobilière de Stuitberg, une société qui possède une usine de charcuterie et de viande à Londerzeel, sur l'autoroute Bruxelles-Anvers. En 1985, le nom de la société Immobilière de Stuitberg est changé en Ultrocchi Belgium, dont l'actionnaire principal est une holding luxembourgeoise constituée quelques semaines plus tôt par Parretti et Vastenavondt. Un an plus tard, Parretti est nommé administrateur d'Ultrocchi Belgium. Peu de temps après, la firme est mise en faillite. Les partenaires belges ont perdu beaucoup d'argent dans cette affaire...

En janvier 1986, Parretti vient d'être à nouveau arrêté à Rome. Frédéric Scheer et Antoine Vastenavondt se précipitent à Luxembourg pour expliquer à l'une de leurs banques, la Sogenal, qu'il n'y a pas lieu de s'inquiéter de l'incarcération toute provisoire du patron d'Interpart. Les deux hommes font antichambre. Trop longtemps au goût de Vastenavondt qui croit que la banque est en train de téléphoner à la police pour avoir des renseignements sur lui. Il s'éclipse discrètement - « Tout cela n'est plus de mon âge » - et laisse le jeune Scheer se dépatouiller avec les banquiers.

Bientôt d'autres partenaires font leur entrée dans Interpart. En 1987, Vastenavondt ne fait plus partie du conseil d'administration mais aux dernières nouvelles, Parretti a encore un tout petit pourcentage dans Thai Present Ltd. Vastenavondt vit aujourd'hui à Bangkok.

En juin 1992, lors d'une visite à l'antenne parisienne de la DEA (Drug Enforcement Authority), l'organisme antidrogue américain, pour préparer une mission parlementaire aux États-Unis et aux îles Caïmans, sur la lutte contre le blanchiment de l'argent de la drogue, j'ai été informé qu'Antoine Vastenavondt, l'ancien associé de

Parretti, était répertorié dans les fichiers informations de la DEA sous l'étiquette « known as heroin traffcant » (connu comme trafiquant d'héroïne)...

PARRETTI RÊVE D'UNE BANQUE

En 1986, quatre ans après son départ précipité de Sicile et son arrivée à Paris, Parretti n'a donc effectué qu'un modeste comeback. L'Interpart végète. La seule affaire qui pouvait lui donner une certaine crédibilité, l'opération d'achat-revente des deux compagnies d'assurances Ausonia et De Angeli Frua, s'est déroulée dans de telles conditions d'opacité qu'il est impossible de savoir quel bénéfice il en a tiré. Seule certitude : depuis ce « deal » très compliqué, Parretti et Fiorini marchent la main dans la main. Même si Fiorini continue de faire des affaires de son côté en Italie et ailleurs.

Parretti n'hésite pas à changer de partenaire. Il y a à cette époque une constante dans ses ambitions : devenir propriétaire d'une banque, ce qui en soi n'est pas répréhensible, mais peut aussi offrir de séduisantes possibilités de recyclage de fonds d'origines diverses et variées. Jusque-là, il a échoué dans cette entreprise. Une première fois, fin 1984, avec le Crédit Industriel de San Marin, acheté à Lamberto Mazza et revendu dans des conditions curieuses un an plus tard. Une seconde fois avec la World Financial Bank, un établissement bancaire fantôme immatriculé à Anguilla dans les Caraïbes, que Parretti essaie en vain de faire homologuer par les autorités bancaires néerlandaises pour opérer en Europe. L'affaire se termine par un procès.

Début 1986, Parretti, chaudement recommandé par des personnalités socialistes françaises, cherche même à acquérir une petite banque parisienne, le Crédit français International, propriété à l'époque du CCF et d'actionnaires brésiliens. Le prix d'achat fixé est de 35 millions de francs. Mais pour acheter une banque en France, il faut être parrainé par une autre banque. Parretti avance le nom de la Banque Bruxelles Lambert, dont Sasea, *via*

Raas François
rue Van Boeckel, 23 bte 4
1140 Evreux
tel: 02.2416023

19 février 1990

à Monsieur le Député EERDEKENS
ANDENNE

Monsieur le Député,

Dernièrement je rencontrai un ex-collègue pensionné depuis peu. Durant notre conversation, lorsque je lui fis part de mon étonnement, à savoir pourquoi Bouhouche n'avait pas été puni lorsqu'il tira sur un automobiliste en 1981, à l'avenue Louise, pour une simple "queue de poisson" alors qu'il était en service avec un véhicule de service et accompagné d'un gradé d'élite. L'ex-collègue me répondit que Bouhouche était protégé et ajouta que lors de l'enquête judiciaire il y eu du "tripotage" car d'après lui, les munitions utilisées par Bouhouche étaient du type interdit mais que l'expert, Mr Dery, n'en aurait pas fait mention au Parquet. IL aurait donc fait un faux au bénéfice de Bouhouche or, si mes souvenirs sont exacts c'est ce même expert qui sema le trouble dans les affaires du "Brabant Wallons".....

Comme tout le monde j'ai suivi par les medias, l'affaire des balles roses (Maud Starr alias Mitsou). Je déclare de suite que je ne connais rien aux affaires de meours que ce soit Tuna, Mitsou ou autres sauf de part la presse. Toutefois dans l'affaire précitée entendant parler de Messieurs Jaspas et Van Nieuwenborgh. Je me suis souvenus de certaines choses dont l'une, la première que je vais citer (Mr Jaspas) je l'ai déjà communiqué téléphonique^{ment} à Monsieur le Député Coveliers.


Après l'assassinat de Juan Mendez, je fus contacté par le journaliste du " Vif-Express" Mr Serge Dumont qui me proposa de rencontrer l'avocat de la Famille Mendez, soit Maître Claire JASPAR disant qu'elle pourrait m'aider dans mon dossier " pension " contre la gendarmerie. J'acceptai et me rendis avec mon dossier au cabinet de la dite avocate, 68 av. de la Toison d'Or à Bruxelles, le 07.01.88 à 1430h. J'y fus reçu par Maître Claire Jaspas à qui j'expliquai les faits ajoutant toutefois que je n'avais pas les moyens de me payer un avocat. Elle répondit que cela ne faisait rien, que si je n'avais pas gain de cause je n'aurais rien à payer par contre si je gagnais elle m'enverrait ses honoraires. Je fus d'accord et lui remis mon dossier (71 pages). Elle me déclara être la nièce du Procureur Général Jaspas et qu'elle lui demanderait conseil au sujet de mon dossier. Elle me demanda si je serais d'accord de rencontrer le frère de Juan Mendez qui voulait absolument faire la lumière sur l'affaire de son frère. J'acceptai et rendez-vous fut pris pour le samedi suivant l'après-midi au domicile de l'avocate (Uccle) . J'y rencontrai Monsieur Mendez et nous avons échangé devant l'avocate nos points de vue.

.../...

Quelques temps après, Maître Claire Jaspar me téléphona se disant très ennuyée car elle ne trouvait plus mon dossier elle crut, que sa femme à journée l'avait mis par mégarde à la poubelle. Je déclarai que ce n'était pas tellement grave car j'avais plusieurs copies. Je trouvais toutefois cela assez suspect. Une quinzaine de jours plus tard, elle me téléphona à nouveau pour me dire qu'elle avait retrouvé mon dossier mais que malade elle abandonnait son cabinet. Je n'ai plus eu de nouvelles.....

En ce qui concerne Mr Van Nieuwenborgh, j'ai très bien connu cet adjudant il était à la section mœurs de la BSR de Bruxelles et s'occupait principalement du secteur " nord ". Il était assez bien introduit dans le milieu des " filles " et mis plusieurs affaires " sur table " entre autre une affaire de 120kg de cocaïne, affaire que je continuai et pour laquelle je fus envoyer en commission rogatoire en Espagne et au Portugal. L'adjudant Van Nieuwenborgh fut par après inculpé et même arrêté pour corruption. Il fut libéré et " blanchi " toutefois, fut muté en caserne à la légion-mobil au garage où je le retrouvai lorsque l'on m'y envoya plus tard. Curieusement il ne fit pas grand chose contre cette mutation dégradante et parla très peu. Toutefois une fois, il me fit part, lorsque je lui fis part de mes soucis, suite à l'affaire du BND, il me laissa entendre qu'il y avait pourtant bien d'autres " histoires " dans l'affaire François" sans vouloir dire plus.

Veillez agréer Monsieur le Député, mes respectueuses salutations.

A handwritten signature, possibly reading 'Jaspar', enclosed within a large, loopy oval scribble.

RAES François
rue Van Boeckel, 23 b. 4
1140 Evere
tel : 02.2416023

27 septembre 1989

Edm. François
Commandant

à Monsieur le Député EERDEKENS
à ANDENNE

Monsieur le Député,

Monsieur le Député SLEECKX du S.P. a fait au Parlement une interpellation à savoir pourquoi le Commandant FRANCOIS était toujours officier à la Gendarmerie.

Monsieur le Ministre de la Défense Nationale a répondu par lettre personnelle dont je joins une copie (en néerlandais) en expliquant que vu le caractère un peu spécial de l'affaire il ne répondait pas en séance publique.

D'après cette lettre, le Commandant FRANCOIS est actuellement l'officier chargé de la sécurité physique pour laquelle il est habilité.... Il n'a pas été limogé de la Gendarmerie du fait qu'il aurait agi au BND sans profit mais bien pour le bien de la Nation; il paraît que les fautes ont été commises par un manque de préparation ! .

Je me permets de faire les remarques suivantes :
Manque de préparation, à quoi a servi son cours aux USA à la DEA ? pourquoi a-t-il pu alors donner cours à l'Ecole Royale de Gendarmerie et des conférences dans les écoles militaires et civiles ?
Mais, si on admet l'indulgence pour l'officier pourquoi ses complices " sous-officiers " n'ont-ils pas pu bénéficier de cette même indulgence en principe, ils ont du travailler dans des circonstances encore plus difficiles que leur Commandant.

Enfin, je pose toujours les mêmes questions auxquelles je n'ai jamais de réponse valable : pourquoi le Parquet a-t-il étouffé les affaires les plus graves dans l'affaire du BND et où sont passés les millions que leur trafic, reconnu par l'acte d'accusation, a rapportés ?

Quant à moi, comment suis-je qualifié ? comme incivique sans doute puisque j'ai dénoncé un " héros national, le Commandant Léon FRANCOIS
Monsieur le Député, nous avons été 5 ans sous la botte de l'occupant nazi ; nous le sommes maintenant près de 20 ans sous la botte de l'état-major de la Gendarmerie et si les Parlementaires ne mettent pas rapidement bon ordre dans cette dictature masquée en démocratie où se trouve actuellement la pauvre Belgique, NOUS, les opposants, seront bientôt obligés de rechercher la clandestinité car NOUS n'avons pas de Paraguay ni même l'Espagne car un autre héros national, Léon Degrelle s'y repose en attendant avec ses amis l'ouverture de la chasse des Belges avides de liberté et de justice.

Veuillez agréer Monsieur le Député mes respectueuses salutations.



28 mars 1989

à Monsieur le Député EERDEKENS.
ANDENNE

Monsieur le Député ,

Comme disent les journalistes , " un vent favorable a déposé le rapport de Monsieur Trousse me concernant, sur ma table "

A première vue, ce rapport est en ma faveur mais en le lisant attentivement, je constate que Monsieur Trousse et par la même occasion la Commission d'Enquête n'ont pas eu mon dossier complet de la gendarmerie.

Il est vraiment dommage que le Président Bourgeois ait refusé que je prenne connaissance de mon dossier émanant de l'état-major de la gendarmerie car :

- au point 1 du titre I : les faits :
Monsieur Trousse stipule que j'ai obtenu mon certificat de criminologie mais ne mentionne pas que j'ai suivi les cours de spécialiste " stup " - ni que j'étais considéré à la gendarmerie comme quadrilingue : fr/NL/Angl/Esp. - que j'étais aussi photographe judiciaire . Ceci est très important car malgré toutes mes qualifications j'ai été réduit à la caserne aux plus basses besognes alors qu'il y avaient deux services judiciaires (en uniformes) la brigade d'Etterbeek et l'anti-banditisme.
- au point 3, il y a aussi une erreur ... " ayant attendu en vain.... ceci n'est pas le motif de ma visite chez le 1er Substitut Peytier mais parce que l'adjudant Goffinon m'avait donné, le 24 ou 25 août une lettre à traduire de néerlandais en français (l'affaire Gysbrechts - étouffée) où il était question (une vingtaine de pages) d'un important trafic de stupéfiants qui aurait duré 4 à 5 ans sous le couvert du BND-BIC et DEA. Ceci fit déborder le vase de ce que je savais déjà et suis allé au Parquet, et non parce que l'état-major ne bougeait pas.
- point 7 - " dont la teneur n'est pas versée au dossier..... " en fait je fis arrêter par la BSR 3 grands malfaiteurs (vols qualifiés vols de chèques - vols de sceaux communaux - de carte d'identités etc
- point 10 - titre II (poursuites disciplinaires)
le Général Reviers ne m'infligea pas 6 jours d'arrêts simples mais en ajouta deux aux 4 donnés par le commandant Fransen : motif : avoir menacé un officier - ceci n'était pas réglementaire car menace envers un officier est du ressort du Conseil de Guerre où on n'osa pas m'envoyer, peur de la " belle publicité que j' y aurais faite par mes déclarations. Car je N'AVAIT PAS menacé d'officier.

.../...

Important : voir point 12 :

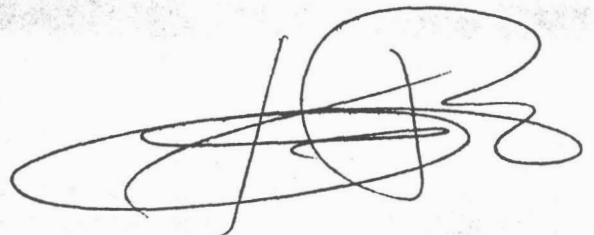
Je passe devant le conseil de discipline le 23 juin 80 : décision faits peu graves - mais ma mutation vers la caserne était déjà décidée depuis le 19 juin 80 donc anticipativement.

Mais le plus important dans ce rapport est le point 17 , car là il est flagrant de constater que mon dossier n'était pas complet :

Je n'ai pas démissionné de la gendarmerie pour uniquement le jugement du 14 avril 82 (affaire BND) car à ce moment là, j'avais déjà effectué 22 mois sur les 24 que j'avais à faire à la caserne. J'avais toujours ma qualification de BSR et je m'appêtais à faire une demande pour une place dans une BSR, or ceci manque dans le rapport. Mais le 6 avril 82 je fus convoqué chez le colonel Lhost qui me provoqua - me menaça etc et me fit comprendre que je ne quitterais plus la caserne - de plus le 14 avril 82 au matin je fus convoqué chez l'Aumônier qui me conseilla de quitter la gendarmerie, comme je l'ai déjà expliqué. Se sont là, les raisons réelles de mon départ. Sans les menaces du colonel Lhost j'aurais fait les 6 ans qui me restait à faire .

Maintenant, comme si tout cela ne devait pas suffire, voilà que Monsieur Vanden Boeynants porte plainte contre moi et ceci juste au moment où la Commission Parlementaire allait traiter mon dossier. Peut-être y-a-t'il l'état-major derrière cela, car le dossier de Monsieur Vanden Boeynants n'a pas de poids, selon moi mais peut-être est il assez lourd pour les Membres de la Commission Parlementaire doutent de mes déclarations. Pourtant, je ne retire rien de ce que j'ai dit.

En m'excusant pour ce long exposé, mais je voulais mettre les choses au point, veuillez agréer Monsieur le Député, mes respectueuses salutations.

A large, stylized handwritten signature in dark ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke.

EXAMEN DU DOSSIER DISCIPLINAIRE DE MONSIEUR FRANCOIS RAES

I. Les faits

1. Monsieur François Raes, né le 20 février 1932, est entré à la Gendarmerie le 27 septembre 1954, l'a quittée régulièrement le 1er août 1958 et l'a réintégrée 8 mois plus tard, le 2 avril 1959. Il a obtenu son certificat de criminologie en 1965. Après 8 années de service au détachement judiciaire de l'auditorat militaire de Bruxelles, il a été affecté à la B.S.R. de cette ville le 11 octobre 1971. Le 12 décembre 1977, il a été détaché au bureau national des drogues (B.N.D.) dépendant de l'état-major général.

Le 3 novembre 1978, il a demandé son retour au détachement judiciaire et l'a obtenu le 4 décembre 1978.

Pendant ces 24 années, M. Raes n'a jamais été puni. Au contraire, son carnet individuel est élogieux. Il a quitté le B.N.D. parce que "témoin de diverses malversations" il a voulu se tenir à l'écart de ce genre d'activités (voir sa lettre du 6 décembre 1979 reprise en 3ème annexe).

2. Telle est la raison de son retour à la police de l'auditorat militaire. Mais, en réalité, il désire poursuivre des recherches policières dans le milieu de la drogue. Aussi, en juin 1979, il demande son affectation pour la B.S.R. de Bruxelles. Mais il ne peut l'obtenir parce que, en vertu des instructions générales, il est tenu de rester au moins trois années dans une unité avant de pouvoir demander un autre emploi (lettre de l'état-major du 9 juillet 1979, versée au dossier judiciaire n° 6098.3633/79 du parquet de Bruxelles relatif à l'affaire François C3F21P3).

Toutefois, à partir du 1er août 1979, il est autorisé à collaborer avec l'adjudant Goffinon de la B.S.R. qui est chargé d'enquêter sur des affaires de drogue et notamment sur l'affaire Farcy Vienne. Cette autorisation lui aurait été donnée par le major Bruggeman, qui commandait alors les divers détachements judiciaires attachés à l'auditorat général et aux auditorats militaires.

En juillet 1979, ce major convoque M. Raes "Ayant eu connaissance du fait que le 1er MDL Raes du DET. JUD. de Bruxelles a fait certaines confidences verbales sur les activités du B.N.D. à certaines autorités". Et lui conseille "de ne plus agir que par les voies légales et officielles, en s'adressant aux autorités compétentes, ou bien de se taire".

M. Raes n'a jamais caché ses "confidences verbales" faites notamment aux colonels Andrianne et Mayerus (B.S.R.). Il les a faites pour que la Gendarmerie ne soit pas éclaboussée par un scandale. Aussi peut-il remettre rapidement au major Bruggeman un rapport de six pages daté du 12 juillet 1979 (dossier judiciaire précité C3F21P6). Cet officier supérieur transmet le rapport au lieutenant colonel Haesaerts par une lettre confidentielle datée du 16 juillet 1979. Après avoir rappelé les circonstances de sa rédaction, le signataire de cette lettre précise que le rapport annexé mérite une enquête approfondie, le 1er MDL Raes ayant été invité à "ne relater que ce dont il est certain dans une matière aussi délicate" (dossier judiciaire précité C3F21P7).

3. Ayant attendu en vain, pendant six semaines la réaction de l'état-major, M. Raes prend contact avec le parquet du procureur du Roi. Il y est reçu par le 1er substitut, M. Peytier, le 27 août à 15 h. Il lui expose qu'il se passe des choses irrégulières au B.N.D. et qu'il en a fait rapport à ses chefs (dossier judiciaire précité C3F21P2). Dans le courant de l'après-midi l'adjt. Goffinon remet à ce magistrat une copie du rapport Raes (même référence).

Le lendemain, 28 août à partir de 14 h 20 M. Peytier procède à une audition très circonstanciée de M. Raes (dossier judiciaire précité C3F21P3). En fin d'audition, celui-ci signale que le matin, il a averti le colonel Fastrez de sa démarche de la veille.

Le 29 août à 8 h 30 l'adjt. Goffinon et le 1er MDL Raes avisent le 1er substitut M. Peytier que le colonel Haesaerts aurait interdit à l'adjt. De Rechter du B.N.D. de poursuivre une information pouvant mettre en cause M. Clonen, membre du B.I.C. et peut-être des membres du B.N.D. (dossier judiciaire précité C3F21P4 et F22P5, 13 et 15).

Il convient de noter qu'à ce moment l'original du rapport Raes du 12 juillet 1979 n'est pas transmis au procureur du Roi.

*général
Andrianne
avec B.S.R.*

Il ne le sera que comme première annexe à un P.V. daté du 13 septembre 1979, rédigé par le lieutenant colonel Haesaerts. La seconde annexe à ce P.V. est constituée par une déclaration manuscrite de 10 pages du Ct. François datée du 13 septembre et accompagnée de sa reproduction dactylographiée. Ce P.V. est clôturé le 14 septembre 1979 après un entretien verbal avec le colonel Boone, directeur supérieur des opérations.

Telles ont été les péripéties de la dénonciation qui a fait démarrer l'affaire François.

4. Pendant qu'à l'état-major de la Gendarmerie on étudie quelle suite sera donnée au rapport Raes, on y décide de confier la direction du DET. JUD. au Ct. Fransen. Celui-ci prend ses fonctions le 3 septembre 1979, une semaine après la première démarche de M. Raes chez le 1er substitut M. Peytier.

Dès son arrivée, le Ct. Fransen prend toutes les mesures en son pouvoir pour empêcher que son subordonné, le 1er maréchal des logis Raes, ne continue à participer effectivement aux interventions faites sur le terrain ou dans ses locaux par la B.S.R. Il a même donné l'ordre au 1er MDL Raes de ne plus quitter le détachement judiciaire sans sa permission personnelle et préalable. (Il faut se souvenir que la B.S.R. de Bruxelles a été chargée d'enquêter sur l'affaire François).

Pour justifier ces mesures, le Ct. Fransen décrit M. Raes comme une personne instable, éprouvant des difficultés à travailler dans une organisation hiérarchisée, cherchant l'action et éprouvant des difficultés pour rédiger un texte, car il écrit très mal en français et en néerlandais. (Voir son rapport du 2 avril 1980, annexe D, sfb).

5. Le 15 octobre 1979, le 1er MDL Camerman du B.N.D. aurait adressé des reproches par téléphone à M. Raes.

Le 22 octobre 1979, le 1er MDL De Ridder du B.N.D. aurait fait une démarche similaire.

Le 21 novembre 1979, vers 21 h 10, un interlocuteur anonyme lui aurait dit par téléphone : "Vous avez mis l'état-major dans de grandes difficultés. Prenez garde, ils vont essayer de vous avoir. Votre demande pour la B.S.R. est refusée car vous êtes sous le coup de poursuites judiciaires. Encore une fois, voyez où vous mettez vos pieds. Bonne chance".

Même le Ct. Fransen a été convaincu de la réalité de ces appels téléphoniques. Dans son rapport du 2 avril 1980 (déjà cité), il fait état de la peur que M. Raes éprouve à l'égard de certains gendarmes de son ancienne unité (le B.N.D.) dont il craint la vengeance.

Le lendemain de cet appel téléphonique anonyme, le Ct. Fransen étant absent, M. Raes après en avoir avisé ses chefs directs, vient se plaindre de ces tracasseries au 1er substitut M. Peytier. Après lui avoir affirmé qu'aucune poursuite judiciaire n'existait à sa charge, ce magistrat l'invite à se présenter le jour même, 22 novembre 1979, à 14 h 30, au major Vernailien, Commandant du district de gendarmerie de Bruxelles, qui dirige l'enquête menée sur le B.N.D. L'audition par le major Vernailien aurait duré jusqu'à 17 h. (dossier judiciaire précité C3F22P12).

6. Le 23 novembre 1979, le Ct. Fransen rédige et date l'avertissement disciplinaire dont copie est jointe en 1ère annexe. Cet avertissement a été notifié à M. Raes le 26 novembre.

Le 27 novembre 1979, M. Raes rédige la déclaration jointe en 2ème annexe. Cette plainte pour contrainte morale exercée sur un témoin judiciaire est envoyée au Procureur du Roi avec copie à diverses autorités de la Gendarmerie.

7. Le 29 novembre, M. Raes rédige un P.V. qu'il envoie directement au Procureur du Roi comme il en avait l'habitude. Il s'agit de renseignements, demandés par la B.S.R. et qui lui ont été donnés le 20 novembre par un informateur à l'O.T.A.N. au sujet de diverses activités criminelles graves. La copie de ce P.V., dont la teneur n'est pas versée au dossier disciplinaire, suit la voie hiérarchique. Elle arrive le 3 décembre 1979 à la connaissance du Ct. Fransen qui s'en irrite.

8. L'ambiance dans laquelle se déroule la vie professionnelle de M. Raes éprouve ses nerfs. Le médecin de la Gendarmerie le met en congé du 5 décembre 1979 au 3 janvier 1980. M. Raes profite de ce congé pour expliquer son attitude au Commandant de son unité.

Copie de sa lettre du 6 décembre 1979 est jointe en 3ème annexe. Le Ct. Fransen s'est senti personnellement menacé par l'avant-dernier alinéa de cette lettre.

II. Les poursuites disciplinaires

9. Le 18 février 1980, 74 jours après l'envoi de cette lettre du 6 décembre 1979, le Ct. Fransen rédige à charge de M. Raes les préventions disciplinaires suivantes :

avoir manqué de loyauté envers son chef direct en

- 1- transmettant un document de discipline militaire à des autorités qui ne sont pas compétentes en la matière (il s'agit de l'avertissement disciplinaire (1ère annexe) que M. Raes a joint à la plainte reprise en 2ème annexe) ;
- 2- entreprenant seul des recherches judiciaires sans en référer à son chef et ce malgré plusieurs remarques antérieures (il s'agit du P.V. du 29 novembre 1979) ;
- 3- adressant une lettre menaçant son chef de le faire poursuivre, si celui-ci continuait la procédure disciplinaire entamée à sa charge (il s'agit de la lettre versée en 3ème annexe).

10. Après bien des errements de procédure le Ct. Fransen inflige à M. Raes 4 jours d'arrêts simples.

Cette décision, notifiée le 22 mars 1980, maintenue le 1er avril 1980, fait l'objet d'un premier appel le même jour 1er avril 1980.

La cause est traitée en premier appel par le major Bruggeman. Après avoir constaté que les poursuites disciplinaires engagées n'ont rien à voir avec l'affaire du B.N.D., ce juge disciplinaire confirme la première décision le 17 avril 1980 et M. Raes formule un second appel le 18 avril 1980.

La cause est alors traitée par le général Reviers qui inflige 6 jours d'arrêts simples. La décision notifiée le 9 mai 1980 est exécutée du 2 au 7 juin 1980.

11. Immédiatement après cette décision du général Reviers, prise le 6 mai 1980, le journaliste Claude Herminaire interviewe M. Raes et publie un article dans la Gazet van Antwerpen du 8 mai. Cet article révèle que M. Raes considère que sa punition est injuste et qu'on lui fait la vie difficile parce qu'il a rendu publique l'affaire François.

Le Ct. Fransen dénonce cette attitude dès le 16 mai 1980 et réclame une peine disciplinaire majeure. Avant même que le conseil de discipline connaisse cette demande, dès le 20 mai 1980, le Ct. Fransen propose que M. Raes soit muté par mesure d'ordre. Cette proposition est approuvée le 30 mai 1980 par le major Bruggeman et le 2 juin par le général Reviers.

12. Le conseil de discipline se réunit le 23 juin 1980. Il est composé d'un capitaine-commandant, d'un adjudant et d'un premier MDL. Par 2 voix contre 1 il décide que les faits ne sont pas graves et inflige à M. Raes 6 jours d'arrêts simples.

Pour sa part, l'état-major avait décidé dès le 19 juin que M. Raes serait muté au 30 juin pour l'escadron de reconnaissance du 5ème groupe mobile avec interdiction d'être affecté à l'avenir au détachement judiciaire à Bruxelles. Cette décision est notifiée le 25 juin 1980, veille de la notification de la sanction disciplinaire. Les 6 jours d'arrêts simples sont exécutés du 28 août au 3 septembre.

13. M. Raes n'a pas frappé d'appel la mesure disciplinaire que lui a infligée le conseil de discipline. En revanche, il a introduit, le 31 juillet 1980, un recours au C.E. contre la mesure de mutation en la qualifiant de peine disciplinaire déguisée.

Mais il n'a pu attendre que la Haute Juridiction administrative ait statué. Le 20 avril 1982, il demande sa démission de la Gendarmerie. Cette demande est acceptée le 1er juillet 1982. Dès lors par son arrêt n° 22941 du 11 février 1983, le C.E. doit constater que la requête est devenue sans intérêt à la suite de la démission volontaire du requérant.

III. Réflexions

14. On sait, depuis longtemps, que les autorités judiciaires ne sont guère en mesure de protéger ni les victimes qui se plaignent ni les témoins qui dénoncent. Pourtant, c'est prétendument pour mieux veiller aux intérêts de ceux-ci que la procédure inquisitoriale a été instaurée et est maintenue.

Il n'est plus tolérable que ces auxiliaires de la justice pénale soient sollicités, aussi longtemps qu'ils sont utiles, pour être abandonnés, ensuite, à leur sort.

Ces victimes et ces témoins, eux aussi, doivent bénéficier des garanties accordées à tous par la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme. Sinon, nul ne prendra plus le risque de porter plainte ou de dénoncer ce qu'il sait, si ce n'est pour des raisons malicieusement égoïstes. Déjà on ne le fait plus guère, pour d'autres raisons, que sous le couvert de l'anonymat. (voir aussi les considérations reprises dans le rapport sur les affaires dites du Brabant Wallon nos 76 et 77 p. 55).

15. L'opinion publique pourrait penser qu'à tout le moins les policiers et spécialement les membres de la gendarmerie échappent à cette carence générale. La mésaventure professionnelle de M. Raes, - un exemple parmi d'autres - incite à des conclusions plus nuancées. Quelle est, en effet, la "morale" qu'il faut en tirer ?

A la Gendarmerie, comme dans toutes les autres institutions publiques ou privées, l'intérêt général se confond volontiers avec l'intérêt immédiat du corps. C'est la formule célèbre : "Ce qui convient à la General Motor est bon pour les U.S.A."

M. François Raes a partagé cette conviction pendant presque toute sa carrière. C'est pourquoi ses chefs ne tarissaient pas de faire son éloge, malgré les travers de son caractère et son style. Lorsque M. Raes comprend les agissements répréhensibles du B.N.D. il en avertit l'état-major pour protéger le prestige de ce corps d'élite qu'il sert avec conviction.

Mais il doit constater que le gardien suprême néglige ses avertissements. Sa foi s'effondre.

Il doit faire un choix entre la qualité de policier qu'il exerce avec ferveur et celle de militaire soumis à la discipline des officiers. Il choisit d'agir en policier. L'état-major n'accepte pas ce choix. Il est averti. Il est ensuite menacé pendant plusieurs mois d'une sanction légère.

Comme il refuse de comprendre quel est son intérêt, il est harcelé jusqu'à ce qu'il soit contraint de demander sa mise en congé définitif.

Le 6 décembre 1979, M. Raes avait écrit à son commandant : "Les affaires militaires en sont une, les affaires judiciaires en sont une autre". Il n'a pas pu admettre que ces deux genres d'affaires pouvaient être en opposition et qu'alors le gendarme policier doit s'effacer devant le gendarme militaire. C'est ce que le major Bruggeman proclame dans son rapport disciplinaire du 21 avril 1980 "Il existe une différence entre les autorités judiciaires et les autorités disciplinaires... La discipline militaire relève uniquement des autorités de la gendarmerie". (Annexe B Sf B).

16. Cette affaire disciplinaire illustre la difficulté d'avoir une bonne police.

Pendant toute sa vie professionnelle, M. Raes a servi avec toute la rigueur du militaire. Lorsque, à partir de 1963, il a été affecté à des missions de police judiciaire son chef est devenu la loi. Il lui a obéi avec intransigeance.

D'autres membres du B.N.D. ont servi aussi, avec une rigueur militaire, mais leur chef n'était pas la loi. Pour certains ce fut la gendarmerie. D'autres ont trouvé un chef qui n'était ni la loi ni la gendarmerie.

Le jugement prononcé le 14 avril 1982 par la 21ème chambre correctionnelle du tribunal de 1ère instance de Bruxelles rapporte l'exemple de ces deux dernières attitudes.


- Le Ct. François, a été animé du "désir aigu d'affirmer la place de son nouveau service" (feuillet 60), "fort de sa qualité de chef du B.N.D." et de "la confiance absolue que ses supérieurs

lui accordaient" (feuillets 35 in fine et 36 initio) "tranchant en conscience, sur la base de son propre jugement et de son bon sens personnel, le choix à faire entre des intérêts en conflit" (feuillet 36).

- 4 membres du B.I.C., dont l'ancien 1er MDL chef du B.N.D. M. Deckers "se sont contentés d'abord de prendre l'argent des trafiquants, ils se sont mis, ensuite à prélever de la drogue pour leur propre compte et à devenir eux-mêmes des trafiquants" alors qu'ils étaient chargés de participer à la répression de cette activité. (feuillet 61).

17. Avec le recul du temps et la connaissance des événements qui se sont produits depuis lors est-on assuré que ces déviations ont cessé par l'effet du jugement du 14 avril 1982 ?

M. Raes ne semble pas en avoir été convaincu. En effet, il demanda sa démission de la gendarmerie 6 jours après le prononcé de ce jugement qui reconnaissait le bien-fondé de sa dénonciation mais sanctionnait les faits avec modération à l'égard de ceux qui étaient restés plus fidèles à cette force publique qu'à la loi.


M. TROUSSE

à l'attention du Commandant du Det jud de Bruxelles

DECLARATION



Objet : Justification et plainte

Destinataires : 1° Monsieur le Procureur du Roi de Bruxelles (1er substitut Petit)
avec copie pour le commandant du District de Bruxelles, traitant l'enquête SNO.

2° Pour information a) Monsieur l'Auditeur Militaire de Bruxelles
b) Le commandant des Det Jud, avec copie
pour le commandant du Det Jud de Bruxelles.

Je soussigné Raes François, né le 20.02.32, 1941 de gendarmerie, matricule 42.642-0.51, appartenant au détachement Judiciaire près l'Auditorat Militaire de Bruxelles, déclare ce qui suit :

1° Plainte :

Le 26 novembre 1979, vers 11h00 Hr, j'ai reçu, sans un mot d'explication, une lettre fermée du capitaine-commandant Fransen, Comd du Det Jud de Bruxelles. Dans cette lettre se trouvait une note "discipline avertissement" dont je joins une copie à la présente déclaration.

Je ne suis nullement d'accord avec cet avertissement et de plus je considère, suite à des faits précédents que j'expliquerai ci-dessous, comme une contrainte morale.

2° Justification :

Le 22 novembre 1979 à 08h00 Hr, j'ai en effet quitté mon service sans l'accord du Cdt Fransen, ce dernier n'étant pas présent, mais avec l'accord des adjudants De Nave et Lonoy, mes chefs directs. Ceci pour me rendre au Parquet civil auprès du 1er substitut Petit; lequel avait donné son accord par l'intermédiaire de son secrétaire Monsieur Steenhout, à qui je m'étais adressé préalablement.

3° Les faits :

Le mercredi 21 novembre 79, vers 21h00 Hr, me trouvant à mon domicile j'ai reçu un appel téléphonique anonyme disant : 1 Maréchal des Logis Raes.

Je ne puis me faire connaître. Vous avez mis l'Etat-Major dans de grandes difficultés. Prenez garde, ils vont essayer de vous avoir. Votre demande pour la BSR est refusée car vous êtes sous le coup de poursuites judiciaires. Encore une fois, voyez ou vous mettez vos pieds. Bonne chance...(et on a raccroché)

Trois faits me décidèrent à prendre contact avec Monsieur le premier substitut Patié :

1) le 29 août 79, j'ai été entendu par ce magistrat comme témoin à charge contre le commandant et certains membres de mon ancien service, soit le Bureau National de "Proques".

2) le 15 octobre 79 je reçu au Det Jud un coup de téléphone du 1 Mdl Camerman du BND, qui me faisait des reproches.

3) Le 22 octobre 79, je reçu chez moi, le soir, un nouveau coup de téléphone du 1 Mdl De Ridder du BND qui me faisait aussi des reproches.

Je fus donc reçu par Monsieur le 1er substitut Patié qui, après m'avoir écouté m'a dit que je n'étais absolument pas sous le coup de poursuites judiciaires, mais simple témoin. Il me dit que je devais me présenter le même jour à 14.30 Hr chez le major Vernaillen, commandant du District de Bruxelles lequel notifierait sur IV ce que je venais de communiquer au Magistrat précité.

Mon audition fut faite comme prévu et elle dura jusque 1700 Hr.

Lorsque je revins au détachement judiciaire après l'entrevue avec le Magistrat, soit vers 09.45 Hr, le Cdt Fransen était présent et je me suis immédiatement présenté à lui en donnant les détails des faits. Je ne reçu à ce moment aucun reproche, bien au contraire, cet officier me dit textuellement : "enfin je comprends vos problèmes." Le lendemain j'étais en congé et je n'ai repris mon service que le lundi 26.II.79.

J'ajouterai encore que normalement le 22 novembre (jour de mon entrevue avec le Magistrat) j'étais en congé mais comme j'avais un devoir urgent à exécuter pour Monsieur le substitut fobe de l'Auditorat Militaire, j'ai supprimé ce jour de congé et je suis venu travailler.

De ce qui précède, et de ce que j'exposerai encore après, j'ai tout lieu de croire que la personne qui m'a averti anonymement a dit vrai, car d'autres faits sont à considérer :

a) environ 1/4 d'heure après m'avoir remis la lettre dont question ci-dessus, le Cdt Fransen est venu me trouver et m'a demandé pourquoi je n'avais pas été à l'exercice de tir le mercredi 21.II.79. Je signale que j'avais prévenu mon service, par téléphone, d'abord, ensuite de vive voix le Cdt Fransen que j'avais été exempté médicalement du tir par le médecin de mon unité, du fait que depuis quelques temps je souffre des nerfs.

b) Par un ancien informateur, j'ai été mis au courant de l'existence d'une bande de malfaiteurs (où semble être mêlé un haut fonctionnaire de l'Otan) qui ont commis entre autre, le Week-end du 17, au 19 novembre 79, le cambriolage nocturne de la poste de Courcelles (Charleroi). Je reçu toutes les informations : noms des participants, véhicules employés, matériel, etc... ainsi que le cambriolage de l'administration communale d'Ottignies le Week-end du 4 au 5



novembre 1979, et aussi d'autres vols importants. Pour que mon informateur ne puisse être démasqué par la bande, j'avais demandé au Cdt Fransen, le lundi 19.II.79 de pouvoir aider l'adjudant Goffinon de la BSR de Bruxelles (qui serait chargé de l'affaire) dans la rédaction du PV explicatif qu'il ne pouvait faire sans mes informations. Cette demande fut catégoriquement refusée sans motif valable. Par conscience professionnelle, je pris ce lundi après-midi repos et congé le mardi pour travailler auprès de l'adjudant Goffinon.

Quant au fait de quitter mon service, à plusieurs reprises, sans permission, là encore je ne suis pas tout à fait d'accord, car la fois précédente date du lundi 29 octobre 79, or, là vers 0900 Hr le Cdt Fransen n'étant pas présent l'adjudant Demey reçut un coup de téléphone émanant du colonel Mayerus, lequel voulait me voir le plus vite possible concernant la bande précitée, afin de prendre les mesures adéquates.

J'ai la prétention d'avoir jusqu'à présent -après 26 ans de service- toujours effectué mon service le plus consciencieusement possible.

Vu les circonstances, et pour la suite de ma carrière, je souhaiterais que ma demande de mutation vers la BSR, faite le 07.II.79; soit examinée officiellement afin de voir si la mention "refusé du fait que l'intéressé est sous le coup de poursuites judiciaires" comme dit par mon interlocuteur anonyme y figure; auquel cas il s'agirait d'une allégation mensongère.



TI : Enquête parlementaire
Criminologie
Terrorisme

ID : 890623 101

FW :

Gendarmerie

LA LIBRE BELGIQUE

VENDREDI 23JUN89

Commission parlementaire : un gendarme modèle

François Raes l'était.
Avant de faire son devoir...

La Commission d'enquête de la Chambre sur le banditisme et le terrorisme a entendu, jeudi, le 96^e témoin, M. François Raes, un ancien gendarme qui a révélé à la justice ce qui allait devenir l'affaire François. Il ressort de cette audition que la gendarmerie n'a pas accepté qu'un de ses membres révèle à la Justice quelque chose qu'elle estimait devoir régler en son sein.

M. Raes a en effet déclaré qu'il avait été contraint à démissionner parce qu'on lui rendait la vie impossible. « Jusqu'au 29 août 1979, date à laquelle j'ai révélé au parquet ce que je savais de ce qui allait devenir l'affaire François, j'étais un gendarme modèle. A partir du 6 septembre, je n'ai plus rien pu faire de bien. J'ai été « envoyé en caserne » pendant deux ans puis dans un bureau où je n'avais rien à faire. » Finalement, à l'âge de 50 ans, il a quitté la gendarmerie.

« Il me restait six ans à faire. Cela me coûte 8.000 F de pension par mois. Mais ce qui m'affecte le plus, c'est que, moi, j'ai dû quitter la gendarmerie alors que le commandant François, un trafiquant de drogue, est toujours officier. »

L'ARGENT DE LA DROGUE. M. François Raes a été membre de la cellule « stupéfiants » de la gendarmerie et ensuite au BND (Bureau national des drogues). Il a lui-même demandé à quitter cette brigade parce qu'il n'était pas d'accord avec ce qui s'y passait.

Il a déclaré que lorsqu'il a découvert que certains de ses collègues du BND participaient à des trafics, il a prévenu ses supérieurs hiérarchiques jusqu'au plus haut niveau, mais cela n'a jamais provoqué de réactions. Finalement, il a averti le parquet. Selon M. Raes, il n'y avait aucun contrôle sur le BND qui n'a jamais compté qu'un seul officier, le commandant François. Il se demande d'ailleurs toujours ce qu'est devenu l'argent que le BND a tiré de son trafic de drogue. Une somme importante,

dit M. Raes, qui cite le chiffre de 100 millions de francs.

M. Raes a également été interrogé par la Commission sur les anciens gendarmes dont le nom apparaît dans divers dossiers. Le témoin a confirmé que Bouhouche, Beijer, Amory et Lekeu étaient tous les quatre membres de la cellule stupéfiants en même temps que lui. Ce qui m'étonne, a ajouté M. Raes, c'est qu'à partir de 1973-74, on a accepté à la gendarmerie des gens dont le passé n'était pas impeccable.

« PAS URGENT ». En ce qui concerne les tueries du Brabant, M. Raes a dit qu'il s'étonnait que les telex envoyés après les agressions de Braine-l'Alleud et Alost et comprenant le signalement des agresseurs, des véhicules et des armes utilisés, portaient la mention « pas urgent ». Il a également répété qu'il reconnaissait Bouhouche dans le portrait-robot d'un des agresseurs de l'armurerie Dekaise à Wavre.

En conclusion de cette audition, les commissaires ont décidé de demander le dossier administratif de M. François Raes au ministre de la Défense nationale. « Si ce que le témoin raconte est exact, il n'est pas admissible qu'il ait été pénalisé pour avoir fait son devoir », a notamment dit M. Eerdeken.

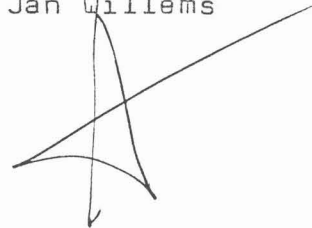
Les faits qui étaient reprochés aux quinze prévenus de l'affaire François datent de la période allant de mars 1975 à octobre 1980. Il s'agit de trafic de cannabis, haschisch, morphine, cocaïne et héroïne. Le scandale avait éclaté lorsque des trafiquants arrêtés aux Pays-Bas, en Italie et au Pakistan avaient déclaré qu'ils travaillaient pour le BND.

2810319-

Beste Hugo

François Raes heeft bijgesloten brief verstuurd naar collega Eerdeken van de Bende-commissie. Raes heeft in het verleden al enkele keren een ontmoeting gehad met Eerdeken, vandaar. Ik stuur het jou ter info.

Jan Willems

A handwritten signature, likely of Jan Willems, consisting of a stylized 'J' and 'W' with a long horizontal stroke extending to the right.

TI : enquête parlementaire
criminalité
terrorisme
gendarmérie

Fr. Raes

ID : 890624 047

FW :

LA WALLONIE

SAMEDI 24JUN89
DIMANCHE 25JUN89

Commission d'enquête parlementaire sur le banditisme

L'ex-gendarme François Raes en dit des vertes et des pas mûres sur les affaires de drogue

La Commission d'enquête de la Chambre chargée d'examiner la façon dont la lutte contre le banditisme et le terrorisme est menée en Belgique a entendu, jeudi, le 96^e témoin, M. François Raes, un ancien gendarme qui a révélé à la justice ce qui allait devenir l'affaire François.

Il ressort de cette audition que la gendarmerie n'a pas accepté qu'un de ses membres révèle à la justice quelque chose qu'elle estimait devoir régler en son sein.

M. Raes a en effet déclaré à la commission qu'il avait été contraint à démissionner de la gendarmerie parce qu'on lui rendait la vie impossible. « Jusqu'au 29 août 1979, date à laquelle j'ai révélé au parquet ce que je savais de ce qui allait devenir l'affaire François, j'étais un gendarme modèle. A partir du 6 septembre, je n'ai plus rien pu faire de bien. J'ai été « envoyé

en caserne » pendant deux ans puis dans un bureau où je n'avais rien à faire ». Finalement, à l'âge de 50 ans, il a quitté la gendarmerie.

« Il me restait six ans à faire. Cela me coûte 8.000 francs de différence de pension par mois. Mais ce n'est pas cela qui me fait le plus mal. Ce qui me touche, c'est que moi j'ai dû quitter la gendarmerie alors que le Commandant François, un trafiquant de drogue, est toujours officier à la gendarmerie ».

M. François Raes a été membre de la cellule « stupéfiants » de la gendarmerie et ensuite au BND (Bureau National des Drogues). Il a lui-même demandé de quitter cette Brigade parce qu'il n'était pas d'accord avec ce qui s'y passait. Il a travaillé dans toute une série d'enquêtes dont il a longuement parlé devant la commission.

Il a déclaré que lorsqu'il a découvert que certains de ses collègues du BND participaient à des trafics, il a prévenu ses supérieurs hiérarchiques jusqu'au plus haut niveau, mais cela n'a jamais provoqué de réactions. Finalement, il a averti le parquet.

Selon M. Raes, il n'y avait aucun contrôle sur le BND qui n'a jamais compté qu'un seul officier, le Commandant François. Et d'ajouter qu'il se demande d'ailleurs toujours ce qu'est devenu l'argent que le BND a tiré de son trafic de drogue. Il devrait s'agir d'une somme importante, dit M. Raes qui cite le chiffre de 100 millions de francs.

M. Raes a également été interrogé par la Commission sur les anciens gendarmes dont le nom apparaît dans divers dossiers. Le témoin a confirmé que Bouhouche, Beijer, Amory et Lekeu étaient tous les quatre

membres de la cellule stupéfiants en même temps que lui.

Ce qui m'étonne, a ajouté M. Raes, c'est qu'à partir de 1973-74, on a accepté à la gendarmerie des gens dont le passé n'était pas impeccable. Bouhouche avait déjà commis un vol d'armes alors qu'il faisait son service militaire et Lekeu est un paracommando qui a été renvoyé pour mauvaise conduite. « Et on les accepte à la gendarmerie et quelques mois après leur engagement, ils sont versés à la BSR... ».

En ce qui concerne les dossiers des tueries du Brabant, M. Raes a dit qu'il s'étonnait du fait que les telex envoyés après les agressions de Braine-l'Alleud et Alost et comprenant le signalement des agresseurs, des véhicules et des armes utilisés, portaient la mention « pas urgent ». Il a également répété qu'il re-

connaissait Bouhouche dans le portrait-robot d'un des agresseurs de l'armurerie Dekaise à Wavre à savoir de celui qui était resté dans la voiture.

En conclusion de cette audition, les commissaires ont décidé de demander le dossier administratif de M. François Raes au ministre de la Défense nationale. « Si ce que le témoin raconte est exact, il n'est pas admissible qu'il ait été pénalisé pour avoir fait son devoir » a notamment dit M. Eerdeken.

Les faits qui étaient reprochés aux 15 prévenus de l'affaire François datent de la période allant de mars 1975 à octobre 1980. Il s'agit de trafic de cannabis, haschisch, morphine, cocaïne et héroïne. Le scandale avait éclaté lorsque des trafiquants arrêtés aux Pays-Bas, en Italie et au Pakistan avaient déclaré qu'ils travaillaient pour le B.N.D.

TI : enquête parlementaire
criminalité
terrorisme
gendarmérie

ID : 890624030

FW :

LA DERNIERE HEURE

SAMEDI 24JUN89

DIMANCHE 25JUN89

IL ACCUSE LA GENDARMERIE

François Raes : « Ils ont étouffé tellement d'histoires... »

Avant d'être persécuté par l'état-major de la gendarmerie, le sous-officier François Raes était-il un bon flic ?

« Absolument », nous répondent, vendredi, ses ex-collègues de la BSR de Bruxelles.

Persécuté, bafoué, humilié, jour

après jour, par les officiers (sur consigne du lieutenant général Beaurin, qui ne pardonnait pas à ce petit gendarme d'avoir dénoncé au procureur du Roi les trafics organisés au sein du Bureau national des drogues de la gendarmerie), l'homme qui a témoigné jeudi devant la commission d'enquête est le 96^e témoin entendu à la Chambre.

Apportant son soutien à la commission, qui a décidé de revoir le dossier pension de F. Raes, le syndicat des gendarmes réunis autour de Lucien Naegels (le père de l'opération *pommes pourries*) a diffusé un communiqué de presse, mettant l'accent sur le calvaire subi par le témoin, après 27 ans de service.

Dans un autre communiqué, le SPG-SVR proteste, vendredi, pour les heures supplémentaires gaspillées, dans le dessein d'offrir à un colonel admis à la retraite une parade de 300 gendarmes.

Les pommes pourries

Comment le président et les membres de la commission pourront-ils réellement vérifier tout ce que leur a dit F. Raes ? « L'ex-gendarme, nous dit un député, nous a remis les notices des dossiers judiciaires qui, d'après ce qu'il nous a confié, ont été étouffés. »

C'est cette impressionnante liste d'affaires étouffées qui a fortement troublé la commission. Pour F. Raes, il s'agit d'un élément essentiel. Écoutons-le : « Ils ont tellement étouffé d'histoires qu'on ne s'y retrouve plus. » De surcroît, une telle politique contamine les esprits faibles et ouvre la porte au chantage possible. N'est-il pas naturel, dans le contexte pourri des affaires de drogue à la gendarmerie, que des anciens des stupps, comme Bouhouché et Beijer, tentent un beau jour de vendre des dossiers, emportés de la BSR dans leur officine de détectives privés, à

des hommes politiques, comme VDB et Philippe Moureaux ?

Parmi les multiples dossiers dont le petit gendarme a fait état, nous trouvons :

- Les trafics d'héroïne de réfugiés du SAC (Service d'action civique, milice privée gaulliste) dans notre pays. Le dossier, dont la copie a disparu à la gendarmerie, remonte aux années septante. Avec cinq morts non élucidées, y compris un frère du baron Dansette. Le substitut Van de Walle, chargé du dossier à l'époque, a dit à F. Raes qui s'étonnait : « Rien à faire. L'affaire a été étouffée. »

Le suspect numéro un s'en est allé... au Paraguay.

- Le mystère Carlos Davilla, représentant à la FN pour l'Amérique latine, sans doute également agent de la CIA à Bruxelles. Un neveu de Carlos a pris 5 ans pour trafic de cocaïne. L'onde a disparu... à Miami, dans les années 1979-80. Il s'agit du prédécesseur de Juan Mendez.

- Affaire Ghysbrecht. Une Gandtoise avait dénoncé un homme, et plusieurs gendarmes, comme trafiquants d'héroïne. Un officier se posta devant la caserne de Gand, pour empêcher un membre de la BSR de Bruxelles d'y entrer, avec les photos des gendarmes suspects, des membres du BND. A l'état-major même, un adjudant, qui investiguait avec acharnement, fut retrouvé... suicidé.

Pour payer la bande ?

Selon F. Raes, une partie très limitée des trafics du BND fut évoquée au tribunal, en ce compris le dossier Farcy, de sorte que certains des trafiquants poursuivis doivent avoir conservé quelque part des dizaines de millions.

- F. Raes : « Où est parti l'argent ? Certains journalistes ont été trop vite, en écrivant que c'était pour payer la bande. J'ai dit, en réalité, que c'était une possibilité. »

Philippe Robert

TI : enquête parlementaire
criminalité
terrorisme

ID : 890624029

FW :

LA DERNIERE HEURE

SAMEDI 24JUN89

DIMANCHE 25JUN89

UNE ENQUÊTE QUI GÊNE

Pressions sur la commission

Lors de l'examen, au Sénat, du budget de la Justice, mercredi, Roger Lallemand, qui passe pour le maître à penser judiciaire du parti socialiste, a eu ces mots au sujet des travaux de la commission d'enquête de la Chambre sur le grand banditisme non-élucidé en Brabant wallon et ailleurs : « La seule explication possible réside dans un terrorisme d'extrême-droite. Il faut garder une confiance critique envers la magistrature et la police. Si la commission n'aboutissait pas, les inquiétudes redoubleraient et on déboucherait dans des impasses dangereuses. »

Le lendemain, au terme de la déposition de François Raes (ci-dessus), André Bourgeois (CVP), profondément choqué par ce qui avait été dit, a conclu : « Nous avons le devoir d'aller jusqu'au bout. » Le président de la commission avait été ébranlé, déjà, par les accusations graves portées, devant lui, par l'ex-major Vernailien. Celui-ci, dans le but de faire la lumière sur les trafics orchestrés par certains gendarmes, protégés par l'état-major, avait demandé à ce qu'on affecte F. Raes dans ses services. Refusé !

Les neuf députés seraient, nous glisse-t-on à l'oreille, décidés à résister aux pressions, qu'ils commencent à subir de moins en moins discrètement, pour... qu'ils bouclent leur enquête au plus tôt.

Ces dernières semaines, le président a fait allusion à ces pressions. « On doit en terminer », répéta-t-il encore, jeudi, Armand De Decker (PRL) insistant, soutenu par les autres membres, pour qu'on entende l'ancien chef du parquet financier de Bruxelles, l'actuel substitut du procureur général Marchal. Ce magistrat, en effet, peut témoigner de menaces de mort vis-à-vis de quatre personnes, des menaces trop précises

pour ne pas venir de l'intérieur-même de l'enquête.

Vendredi, à la PJ, on nous confirme à propos de ce dossier étouffé de trafic de drogue à charge de l'ex-gendre de VDB, Jean-Pierre Dutry, et du commandant L., du staff du ministre de la Défense Vanden Boeynants, que cette enquête déboucha... sur la suppression du bureau stup de la PJ !

Or, l'homme qui avait dénoncé un trafic de drogue dans des transports de viande surgelée, s'est curieusement suicidé, peu après.

Ph.R.

TI : Parlementair onderzoek
Terrorisme
Criminaliteit
Rijkswacht

ID : 890623 161

FW :

HET BELANG VAN LIMBURG

VRIJDAG 23JUN89

François Raes getuigt in commissie banditisme

BRUSSEL. – De kamercommissie belast met het onderzoek naar de bestrijding van het banditisme en terrorisme heeft gisteren de gewezen rijkswachter François Raes als getuige verhoord. Raes verstrekke het gerecht vroeger nog ophelderingen in verband met de zaak François.

Uit de getuigenis van Raes blijkt dat de rijkswacht niet kon aanvaarden dat een van haar leden inlichtingen doorspeelde aan justitie. Raes stelde dat hij in feite gedwongen werd om ontslag te nemen uit het rijkswachtkorps. Hij zei dat hem het leven onmogelijk werd gemaakt. «Tot 29 augustus 1979, de dag waarop ik aan het parket inlichtingen gaf over wat als de zaak François bekend zou worden, was ik een modelrijkswachter. Maar vanaf 6 september kon ik niets goeds meer doen. Ik werd aanvankelijk naar de kazerne gezonden en vervolgens gedurende twee jaar op een kantoor gehouden waar ik echt niets meer kon doen.

Zes jaar voor mijn pensionering, toen ik bijna 50 was, heb ik zelf ontslag genomen. Ik verlies 8.000 frank per maand aan pensioen, maar wat mij het meeste pijn doet is dat ik er

toe verplicht werd ontslag te nemen terwijl kommandant François, in feite een notoir drugdealer, nog steeds officier is bij de rijkswacht.»

Raes was lid van de «cel verdovende middelen» bij de rijkswacht. Vervolgens werd hij overgeplaatst naar het nationaal bureau voor drugbestrijding. Zelf vroeg hij aan de hiërarchie om te worden overgeplaatst omdat hij met de werkmethode van de brigade geen genoeg kon nemen. «Toen ik vernam en ook ontdekte dat sommigen van mijn collega's ook daadwerkelijk deelnamen aan het drughandeltje, bracht ik hiervan mijn hiërarchische oversten op de hoogte. Zelfs vanuit het hoogste niveau kreeg ik geen enkele reactie. Daarom heb ik er op bepaald moment toe besloten om het parket in te lichten.» Volgens Raes bleef het bureau voor drugbestrijding onttrokken aan iedere vorm van toezicht of controle. Raes vroeg zich ook af wat er gebeurd is met de opbrengsten uit de drughandel. Volgens de ex-rijkswachter moet het gaan om een bedrag van om en bij de 100 miljoen frank.

Belga

Kamerkommissie banditisme:

BOB'er Francois Raes, de drughandel en VdB

(Eigen berichtgeving)

BRUSSEL - In de Kamerkommissie banditisme hield ex-BOB'er Francois Raes gisteren de kamerleden een halve dag in de ban met het relaas van zijn rijkswachtcarrière die in '79, na 25 jaar loyale dienst, plots omsloeg in een catastrofe. Dat jaar bracht hij er de justitie van op de hoogte dat zijn superieur, kdt. François, en enkele collega's bij het anti-drugbureau, zelf cocaïnehandel bedreven. Vanaf dan besloot zijn korpsoverste, generaal Beaurir, om de carrière te breken van de kleine BOB'er die te veel wist.

Toen ik vaststelde dat mijn collega's onder leiding van een officier zelf in de groothandel met drugs betrokken waren, aarzelde ik niet. Ik maakte rapport aan mijn chefs. Ik ging zelfs een exemplaar daarvan in de privépostbus bij generaal Beaurir stoppen om zeker te zijn van het resultaat."

Maar er kwam geen resultaat. De generaal dekte zijn vertrouweling op de staf, kdt. François, volledig en trachtte het op gang komen van een gerechtelijk onderzoek koste wat het kost te verhinderen. Raes kreeg de schok van zijn leven. Zijn korps, de elite, zat fout. Maar hij trok zijn stoute schoenen aan. In de zomer van '79 ging hij naar de procureur des konings, zijn gerechtelijke overheid als BOB'er. Het proces-verbaal van zijn verklaring werd het eerste stuk in een dossier dat twee jaar later vele duizenden vellen dik was geworden. De etterbuil was ge-

barsten.

Korpskommandant Beaurir heeft het hem nooit vergeven. Voor Raes begon een lijdensweg en die heeft hij gisteren zo goed en zo raak beschreven dat de talrijk aanwezige kamerleden er stil van werden. Het was hem aan te horen dat rijkswachter Raes tien jaar heeft moeten wachten om voor de eerste keer voluit zijn waarheid te spreken. Het verhaal komt erop neer dat Raes nu maandelijks een aanzienlijk pensioenverlies lijdt omdat hij, moegetergd, in '82 al zijn illuzies had verloren en het korps vroegtijdig verlaten had. De hoofdschuldige, die op het einde van een ophefmakend proces in datzelfde jaar door de justitie tot één jaar voorwaardelijk werd veroordeeld, kdt. François, werd op het hoogste vlak in eer hersteld en kon tot op vandaag zijn officiersloopbaan in het korps voortzetten.

Raes liet zich niet pramen om ook man en paard te noemen. Hij had een schema uitgewerkt (zie onze illustratie) om duidelijk te maken dat zijn spoorwerk naar de drughandel in het Brussel van de jaren '70 meer dan eens uitkwam bij figuren zoals Paul Van den Boeynants. Zoals kolonel Vernailen heeft ook hij het onderzoek naar drughandel in bevroren vlees van dichtbij meegemaakt. Midden in dit onderzoek en vlak voor de aanslag op kolonel Vernailen kwamen er einde 1981 telefoontjes met doodsbetriggingen binnen op het parket te Brussel. Een anonieme stem wees daarbij naar

de hoofdverantwoordelijken van het gerechtelijk onderzoek. Hij noemde niet alleen Vernailen, die tien dagen later inderdaad werd neergeknald, maar ook substituut Marchal, onderzoeksrechter de Biseau, BOB-adjudant Goffinon en zelfs een tipgever van de justitie die de zaak met het vlees aan het rollen had gebracht en waarvan niemand buiten de kleine kring van speurders en magistraten de naam kon weten.

Van hogerhand, aldus Raes, werden na de aanslag op Vernailen alle andere genoemde onder permanente bewaking geplaatst. Tot weer enkele dagen later het onderzoek naar de drughandel in bevroren vlees, die liep via een zakenvennoot van Van den Boeynants, plots werd stopgezet.

Raes reveleerde aan de commissie dat de BOB'er Madani Bouhouché toen ook betrokken was in dit onderzoek en dus ook al de namen kende die ter sprake kwamen in de dreigtelefoon...

Zoals uit het schema van de getuige blijkt, waren de Brusselse speurders ook nog in twee andere gevallen van heroïnehandel voor 1980 al op de naam van VdB gestoten. Eén van zijn schoonzonen, Jean-Pierre Dutry, werd samen met een legermajoor gearresteerd voor het Hyatt Regency Hotel nabij de Kruidtuin in Brussel tijdens een verhandeling van een grote partij heroïne. Toen enkele dagen later de stuff terugkeerde van het gerechtelijk labo bleek de heroïne plots veranderd te zijn in geparfumeerde bloem, zo ver-

teide Raes. De arrestanten werden toen noodgedwongen vrijgelaten. Raes zelf kwam nog in een ander dossier uit op de tweede schoonzoon van VdB,

de h. Chauveau. Hij was een Nederlander op het spoor die via een firma in de hoofdstad, de N.V. Medico, verdachte transacties ondernam met drughandelaars via Dubai. Korte tijd later overleed de man en nam Chauveau de controle over Medico over.

De kamerleden waren geboeid door het schema van Raes. Op enkele, wellicht te snel gelegde, verbanden na bleek de ex-rijkswachter globaal genomen over verrassend veel konkreet feiten en bewijsmateriaal te beschikken uit zijn speurdersloopbaan om de samenhang tussen de Amerikaanse agenten van de DEA in Brussel, het drugbureau van kdt. François en generaal Beaurir bij de rijkswacht, kringen rond VdB en baron de Bonvoisin, de zaak Mendez, Bouhouché, Bultot en een reeks bekende drughandelaars hard te maken.

De Kamerkommissie besloot alvast om, op voorstel van PRL-kamerlid Armand De Decker, binnenkort parketmagistraat Marchal, die in '81 de dreigtelefoons kreeg in de vleesaffaire, ook als getuige op te roepen. Het ziet er naar uit dat de agenda van de commissie nu al reikt tot ver in de maand juli e.k.

Het spoorwerk van Raes en de anderen, die destijds in stilte hun werk deden maar nooit resultaten zagen, kan dus tien jaar later misschien nog een aardige staart krijgen. Sommige kamerleden krijgen nl. de indruk dat hier een sleutel ligt om enig licht te werpen op een aantal gerechtelijke onderzoeken die in de daaropvolgende jaren '80 ook in de mist gingen.

(WDB)



AKEN FRAES
FRAES

100 F POT
:TOU FFR

COMMISSION D'ENQUÊTE

VDB en accusation avec des gendarmes

Le petit gendarme qui, le 29 août 1979, se rendit chez le substitut Peytier (responsable de la répression du trafic des drogues au parquet de Bruxelles), pour dénoncer les trafics organisés au sein du Bureau national des drogues du commandant François, a allumé une série de bombes, jeudi, devant la commission d'enquête parlementaire.

Ouvrier frontalier à 15 ans puis métallo, devenu gendarme sur conseil de son beau-père, lui-même gendarme à Quiévrain, François Raes aurait été pensionné le 1^{er} avril, à l'âge légal de 56 ans, s'il n'avait été *massacré* par l'état-major du commandant de la gendarmerie, le lieutenant-général. Beaurir.

Elève-gendarme en 1954, le témoin figura au nombre des premiers policiers initiés par les Américains à la répression du trafic des drogues, en 1971. Fin 77, il a été versé d'office au BND, alors qu'il faisait partie depuis sept ans de la section *stup* de la BSR de Bruxelles.

F. Raes a distribué aux membres de la commission le tableau que nous publions ci-dessus et l'a commenté, après avoir brièvement parlé d'une série d'enquêtes judiciaires étouffées, sous la pression politique.

Un magistrat et un ex-colonel convoqués

Tout ce qu'a dit le témoin est à ce point grave que :

1° Le président Bourgeois a annoncé que les conclusions de la commission s'occuperaient de supprimer les persécutions d'officier au sein de la gendarmerie;

2° Le député De Decker a demandé que le substitut du procureur général Marchal (qui avait requis au parquet contre VDB et obtenu sa condamnation à 3 ans) soit convoqué devant la commission;

3° Le député Eerdeckens a prié ses collègues de saisir le ministre de la Défense du cas F. Raes, pour

étudier une révision de sa pension;

4° Le député Coveliers a demandé la convocation à la Chambre de l'ex-colonel Marchoul, qui a quitté dégoûté la gendarmerie.

Bouhouche en accusation

Ancien collègue aux *stups* des gendarmes Bouhouché et Beijer (impliqués dans l'affaire Mendez le représentant de la FN, exécuté à Rosières, et dont des armes volées ont été retrouvées dans les box utilisés par la bande à Haemers, lors de l'enlèvement de VDB) des gendarmes Lekeu (en fuite en Floride) et Amaury (la *taupe* de la cellule de Jume) F. Raes a fait un portrait de ces quatre hommes. Il a dit sa conviction que Bouhouché était le chauffeur du hold-up contre l'armurier Dekaze, le 27.9.82.

Le témoin a expliqué qu'avant

1972-73 (VDB prit la Défense la première année) des hommes comme Bouhouché n'auraient jamais été engagés à la gendarmerie, sur base de leur livret militaire.

- F. Raes : « Avec le recul, on pense... j'avais chatouillé trois ou quatre fois VDB de trop près. Il apparaît, en effet, dans trois ou quatre dossiers. »

Commentant son tableau, le témoin cite un trafic de drogue dans de la viande congelée, dénoncée par un membre du Comité supérieur de contrôle, lequel, selon F. Raes, ne se serait pas suicidé. La filière est dénoncée à la justice cinq jours avant l'attentat contre le véhicule de la BSR (12.10.78) que suit deux semaines plus tard la tentative d'assassinat du major Vernailien ! Le tout suivi du suicide

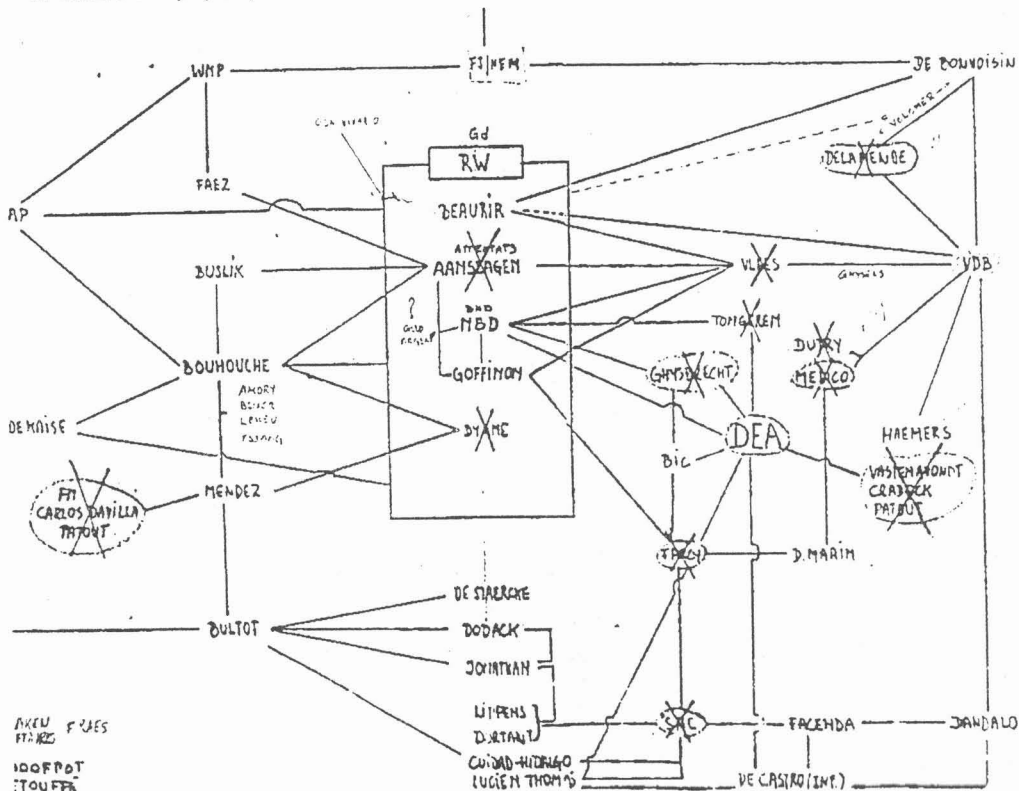
plus discret d'un autre gendarme.

La sécurité de Bonvoisin

Le témoin accuse les généraux Beurir et Bernaert d'avoir menti au procès François et il accuse le premier d'avoir ordonné aux patrouilles ABT d'assurer la sécurité nocturne du domicile du baron Benoît de Bonvoisin, alors que le ministre de la Justice avait refusé cette protection. Le baron et VDB étaient ensemble au CEPIC. Le témoin fait le raccord entre le premier et l'ex-gendarme inventeur du brevet Volchère, que l'on retrouve dans l'affaire d'André Delamende, le fournisseur des *Squalus* à l'armée. Celui-ci fréquentait également VDB et ses cargos aériens, passaient à travers les douanes accuse F. Raes. Le témoin fait état d'un dossier judiciaire, à charge de cet homme, qui aurait été étouffé.

Les gendres de VDB

F. Raes parle ensuite des deux ex-gendres de VDB, deux dossiers étouffés, selon ses accusations. Dutry (un ami de Paul Latinus) aurait en même temps qu'un officier



Chaque parlementaire a reçu ce tableau où le témoin réunit une certaine extrême-droite et certains gendarmes et aventuriers mystérieux.

ID : 890623 062 - 2

FW :

LA DERNIERE HEURE

VENDREDI 23JUN89

du cabinet de l'ancien Premier ministre été impliqué dans un dossier drogue découvert à l'Hyatt, 11 kg d'héroïne devenus deux jours plus tard de la farine. Enquête sur la firme Medico, dont un trafiquant notoire utilise le véhicule. Le patron de la firme meurt à Dubai «et c'est le beau fils de VDB qui a repris l'affaire.»

A plusieurs reprises, le témoin avance le nom de l'adjudant-chef Goffinon, comme celui d'un honnête homme qui saurait énormément de choses, lui aussi. Il dit ce qu'il pense de l'ex-colonel Lhoest mais ignore si les rumeurs d'extrême-droite le concernant sont fondées. Il parle des activités politiques au BND; des rapports intimes de certains petits gendarmes avec VDB; des téléx d'état-major «PAS URGENT», au lendemain des massacres de Braine-Overijse... puis d'Alost. Et conduit, en parlant de Beaurir et de quelques autres officiers : «Ces hommes ont agi comme des truands.»

Philippe Robert

Ex-BOB'er François Raes voor Commissie Banditisme

«Ik herken Bouhouche op robotfoto»

Bijna vier uur lang heeft ex-BOB'er François Raes gisteren voor de Parlementaire Commissie Banditisme en Terrorisme zijn gal uitgespuwd over de wan-toestanden bij de rijkswacht. Hij had het over gangsters, marionetten, leugenaars en pedofielen bij de rijkswacht.

Raes gaf tijdens zijn getuigenis dikwijls blijk van humor, soms met een cynische ondertoon. Hij blijkt er de rijkswacht ernstig van te verdenken de hand te hebben gehad in meer dan één misdaad.

Zo had hij het over de moorddadige overval op donderdag 30 september 1982 bij wapenhandelaar Daniël Dekaise in Waver. Daarbij kwam een politieagent om het leven. Volgens François Raes is de ongemaskerde man die in de wachtende overvalwagen zat niemand anders dan Bouhouche. Hij heeft met Bouhouche geruime tijd samengewerkt, zodat hij hem meent te herkennen op de weliswaar veel te laat publiek gemaakte robotfoto.

"Mijn bevindingen liet ik weten aan onderzoeksrechter Schlicker", zo getuigde François Raes verder, "maar dat alles bleef zonder gevolg. Ik zet echter geen stap terug. Ik denk dat Bouhouche aan de holdup heeft deelgenomen".

"Een soort cinema"

Ex-BOB'er François Raes meent ook dat hetgeen bij Daniël Dekaise in Waver gebeurde geen echte overval was. "Een soort cinema", zei hij. "U weet toch heren van de Commissie dat de rijkswacht de schietstand van Dekaise gebruikt?"

Getuige vindt het minstens verbazend dat na de bloedige raids van de Bende van Nijvel in september 1985 in Eigenbrakel en Overijse en november 1985 in Aalst, het rijkswachtcommando opsporingsberichten verspreidde die "niet dringend" waren, terwijl er meer dan 10 doden te betreuren vielen.

Wie stelde die opsporingsberichten op? François Raes weet dat niet zeker, maar hij veronderstelt dat het kolonel L'Host geweest is. Kolonel L'Host die, aldus François Raes, het onderzoek in de wapendiefstal bij de groep Diane op zijpaden deed belanden, en die ten andere Raes het leven zuur maakte.

Vanzelfsprekend had François Raes het gisterenmiddag ook nog maar eens over de zaak-

François. Hij was het immers die die de drugsmokkel van zijn collega's aan het licht bracht.

Moe gepest verliet hij vroegtijdig de rijkswacht en nu nog ondervindt hij daar een grote financiële weerslag van.

Voor François Raes is het ondenkbaar dat hij nooit als getuige werd opgeroepen op dat François-proces, hij die met eigen ogen had gezien op welke manier het NBD en de BIC aan het

kapseizen gingen door drugs voor eigen rekening te verkopen

Op dat proces, zo ging de aanklacht van de ex-BOB'er verder, hebben enkele hogere officieren gelogen dat ze zwart zagen.

Meer dan eens had getuige het ook over generaal Beaurir, zijn toenmalige korpscommandant, over Vanden Boeynants en over de relaties tussen beide mannen. Over de drugsmokkel in bevroren vlees, over de SAC (Service d'Action Civique), over de vele dossiers die nadien in de doofpot werden gestopt.

Aan de getuige werd ook uitleg gevraagd over zijn gewezen collega's, zoals Bouhouche, Beijer, Amory, Lekeu. Hij beschreef de eerste als een zeer harde tijdens ondervragingen en een wapenfanaat. Bouhouche was een racist, Beijer was jovialer en had meer fantasie. Amory deed alles wat men van hem vroeg; een gendarme uit de goede oude tijd die blindelings de bevelen uitvoert, aldus nog steeds Raes. Van Lekeu verklaarde hij dat die ongemeen brutaal kon zijn.

Nooit heeft François Raes kunnen begrijpen waarom de rijkswacht zoveel leden opnam die iets op hun kerfstok hadden. Zo zou Bouhouche tijdens zijn legerdienst bij de Ardense Jagers betrokken zou geweest zijn bij een wapendiefstal. Lekeu werd weggezonden bij de para-commando's. Anderzijds was er het geval van een inmiddels overleden rijkswachter die lid was van het Taalactiecomité.

De zaak van het Nationaal Drugbureau is hem zwaar op de maag blijven liggen. Zij die de affaire uitzochten kregen naderhand immers het deksel op de neus. Ruw geschat moet dat drugbureau van de rijkswacht een slordige 20 miljoen achter de hand hebben gehouden.

C.H.

Commission banditisme terrorisme

François Raes, le gendarme blessé par la gendarmerie...

Audition haute en couleur, mais pathétique aussi, jeudi, de l'ancien sous-officier de gendarmerie François Raes, qui, dès 1978, dénonça, d'abord à ses supérieurs, sans succès, puis au parquet de Bruxelles, avec pour conséquence l'ouverture d'une enquête, les anomalies qu'il avait constatées au bureau national des drogues du commandant François. Le scandale a éclaté, l'affaire a été jugée. Mais elle a valu à François Raes d'être ensuite à ce point malmené dans l'étouffoir de la gendarmerie qu'il se résigna à quitter le corps à l'âge de cinquante ans avec une pension partielle. Il reste blessé. Sa déclaration a ému à ce point la commission qu'à la demande du député PS Eerdekens le président CVP Bourgeois a décidé de demander le « dossier Raes » au ministre de la Défense, de vérifier l'exactitude des propos pour ensuite envisager la possibilité d'une réparation...

« Jusqu'en août 1979, quand j'ai dénoncé les anomalies au parquet, dit-il, j'étais considéré comme un bon gendarme. Après, ma vie est devenue intenable. Je me suis résigné à quitter, il me restait six ans à faire. Ça me coûte une différence de pension de 8.000 F par mois, mais ce qui me fait le plus mal, c'est d'avoir dû quitter la gendarmerie alors que le commandant François y est toujours... »

La profondeur de la blessure doit tempérer voire excuser certains excès dans ses propos. Le président Bourgeois a même décidé de relire, pour l'expurger

éventuellement, le procès-verbal de la séance, afin de protéger François Raes d'éventuelles autres attaques. Exemples de vexations et même de provocations à l'appui, Raes n'a pas hésité à marteler qu'à la gendarmerie il fallait être truand pour avoir raison, que ses supérieurs ont agi comme des truands. Pas plus l'inspecteur de la gendarmerie que son commandant, informés par François Raes, n'ont à l'époque bougé, au contraire. Des supérieurs lui cherchèrent noise ensuite, le mutèrent « à la caserne » malgré l'avis de la commission de discipline qui, dit-il, l'avait blanchi.

Il reste aujourd'hui convaincu d'avoir mis, en 1978, le doigt sur

quelque chose de plus important et va jusqu'à se poser la question de savoir si l'argent de la drogue, dans l'affaire François, n'a pas servi ultérieurement à financer la bande des tueurs.

Il raconte par le menu les enquêtes qu'il a menées, les dossiers dans lesquels il a travaillé et remet à la commission un schéma des « affaires étouffées » et des soupçons qu'il garde en tête. Les députés demandent des explications sur les noms couchés dans ce schéma : celui du responsable des ventes d'armes de la FN pour l'Amérique latine, auquel Juan Mendez avait succédé, ceux de la filière belge du SAC (le service d'action civique du général de Gaulle), ceux d'officiers et sous-officiers de gendarmerie parmi lesquels des supérieurs, des enquêteurs et les noms des gendarmes ou ex-gendarmes cités dans divers dossiers, les noms de VDB et Haemers, d'hommes d'affaires, de sociétés suspectes, de trafiquants d'armes et de drogue, d'extrémistes de droite.

Etrange partie de Trivial Pursuit dans laquelle François Raes entraîne les députés en assaisonnant de détails et de commentaires le récit de ses enquêtes inachevées qui parfois secouent de rire la commission. Il brosse des portraits tranchés de ses anciens collègues : Bouhouche le raciste, Beijer le fantaisiste, Amaury la nouille, Lekeu le dur, mais quelle conduite !...

Même avec les exagérations ou les amalgames de cette partie de Trivial, François Raes a ému...

RENÉ HAQUIN.

«Bouhouche was erbij»

François Raes uit scherpe kritiek op rijkswacht waar hij «buiten werd gepest»

YVES BARBIEUX

BRUSSEL — Gewezen rijkswachtadjutant François Raes, die destijds de zaak van commandant François meldde bij eerste substituut Peytier, was gisteren tijdens zijn verklaring voor de banditismecommissie bijzonder scherp over de gang van zaken bij de rijkswacht. «Je moet de lijn van het korps volgen, of je gaat eraan. Na de zaak François is mijn leven er een hel geworden», zo zei hij.

François Raes stelde voor de

commissieleden onder andere een tabel op, waarin hij een link legde tussen verschillende zaken en de daarbij betrokken personen. Zo kwam hij tot de link tussen Bouhouche en het onderzoek naar de raids, die worden toegeschreven aan de bende van Nijvel.

«Toen ik de robotfoto zag van de man, die tijdens de overval op wapenhandelaar Dekaise (een van de beginfeiten van de bende) in de overvalwagen had gewacht, dacht ik meteen dat het om Bouhouche ging. Ik heb met de man samengewerkt bij de BOB. Hij was bikkelaar en kon het urenlang over wapens hebben. Beyer daarentegen was

veel jovialer, terwijl Amory niks deed tenzij hij daartoe het bevel kreeg», verklaarde Raes.

Waarom stilzwijgen ?

«Wat mij echter verwonderd heeft, is dat men er bij voorbeeld Amory een tijdje van verdacht heeft de reus van de bende te zijn. Maar in plaats van de foto's van de verdachten te publiceren om getuigenissen te verzamelen, werden robotfoto's wekenlang binnen het korps gehouden alvorens aan de pers te worden meegedeeld. Na de overvallen van Eigenbrakel en Aalst stond op de opsporingsberichten naar de brigades zelfs de vermelding «Niet dringend». Dat

heb ik nooit begrepen», aldus gewezen rijkswachter Raes.

De getuige verklaarde dat hij over zijn vermoeden had gesproken met eerste substituut Peytier, die hem de raad had gegeven contact op te nemen met onderzoeksrechter Schlicker, die belast was met het dossier. «Ik werd gehoord door de BOB van Waver, maar meer kwam er niet uit de bus», aldus Raes.

De zaak François

Uiteraard ging een groot deel van Raes' verhaal over de zaak-François, de gewezen rijkswachtcommandant van het Nationaal Bureau voor Drugbestrijding, die tot een jaar

voorwaardelijk werd veroordeeld. «Toen ik van de BOB van Brussel naar het N.B.D. ben gegaan, hoopte ik mij volop met drugszaken te kunnen bezighouden. Bleek echter dat het D.E.A. (Drug Enforcement Agency, het Amerikaans drugbureau) ons in ruil voor bepaalde diensten, ook wederdiensten vroeg. En die zaken hadden niet altijd met drugtrafiek te maken».

«Maar toen ik merkte dat NBD-leden zelf miljoenen in hun zak staken met drugs, vond ik dat de maat vol was. De zaak-François betekende voor mij echter het begin van een hel», aldus François Raes.

Commission banditisme : les révélations de l'ancien gendarme Raes

La commission d'enquête de la Chambre chargée d'examiner la façon dont la lutte contre le banditisme et le terrorisme est menée en Belgique a entendu, jeudi, le 96^e témoin, M. François Raes, un ancien gendarme qui a révélé à la justice ce qui allait devenir l'affaire François.

Il ressort de cette audition que la gendarmerie n'a pas accepté qu'un de ses membres révèle à la justice quelque chose qu'elle estimait devoir régler en son sein.

M. Raes a en effet déclaré à la commission qu'il avait été contraint à démissionner de la gendarmerie parce

qu'on lui rendait la vie impossible. « Jusqu'au 29 août 1979, date à laquelle j'ai révélé au parquet, ce que je savais de ce qui allait devenir l'affaire François, j'étais un gendarme modèle. A partir du 6 septembre, je n'ai plus rien pu faire de bien, j'ai été envoyé en caserne pendant deux ans puis dans un bureau où je n'avais rien à faire ». Finalement, à l'âge de 50 ans, il a quitté la gendarmerie.

« Il me restait six ans à faire. Cela me coûte 8.000 F de différence de pension par mois. Mais ce n'est pas cela qui me fait le plus mal. Ce qui me touche, c'est que moi

j'ai dû quitter la gendarmerie alors que le commandant François, un trafiquant de drogue, est toujours officier à la gendarmerie. ».

M. François Raes a été membre de la cellule « stupéfiants » de la gendarmerie et ensuite au B.N.D. (bureau national des drogues). Il a lui-même demandé de quitter cette brigade parce qu'il n'était pas d'accord avec ce qui s'y passait.

Il a déclaré que lorsqu'il a découvert que certains de ses collègues du B.N.D. participaient à des trafics, il a prévenu ses supérieurs hiérarchiques jusqu'au plus haut niveau, mais cela n'a

jamais provoqué de réactions. Finalement, il a averti le parquet.

Selon M. Raes, il n'y avait aucun contrôle sur le B.N.D. qui n'a jamais compté qu'un seul officier, le commandant François. Et d'ajouter qu'il se demande d'ailleurs toujours ce qu'est devenu l'argent que le B.N.D. a tiré de son trafic de drogue. Il devrait s'agir d'une somme importante, dit M. Raes, qui cite le chiffre de 100 millions de francs.

D'autre part, M. Raes a confirmé que Bouhouche, Beijer, Amory et Lekeu étaient tous les quatre mem-

bres de la cellule stupéfiants en même temps que lui.

Ce qui m'étonne, a ajouté M. Raes, c'est qu'à partir de 1973-74, on a accepté à la gendarmerie des gens dont le passé n'était pas impeccable. Bouhouche avait déjà commis un vol d'armes alors qu'il faisait son service militaire et Lekeu est un para-commando qui a été renvoyé pour mauvaise conduite. « Et on les accepte à la gendarmerie et quelques mois après leur engagement, ils sont versés à la B.S.R.... ».

Ex-BOB'er Raes raakt niet uitgepraat

Commissie banditisme

Liesbet van Doorne

BRUSSEL — François Raes was adjudant bij de rijkswacht toen hij na 27 jaar (trouwe) dienst werd buitengepest. Hij had de grote fout begaan de hele affaire François uit te brengen, over de rijkswachtcommandant François van het Nationaal Drugbureau (NDB) die zelf drughandelaar was geworden. Raes heeft gisteren gezegd wat hij weet en hij weet veel. Hij zegt het allemaal, en niet - zoals enkele getuigen helaas voor hem - om indruk te maken en de frontpagina's te halen. Raes zegt veel omdat ... hij nog véél meer weet en dat zal elk lid van de parlementscommissie banditisme en terrorisme gisteren wel duidelijk geworden zijn. Raes was, tussen haakjes, de 96ste getuige die door de commissie werd gehoord.

„El crapulito” - zo noemden de collega's van de Brusselse BOB hun makker François Raes. El crapulito, omdat hij zich in een dossier vastbeet en niet losliet - behalve als zijn oversten het hem afnamen. Het SAC-dossier bijvoorbeeld, waarover de Brusselse onderzoeksrechter tegen hem zegde: „Raes, ofwel is dit de beste enquête sinds de oorlog, ofwel is dit science fiction.

Voor mij is het science fiction.”

Het is één der vele voorbeelden die de getuige gisteren voor de commissie gaf van de manier waarop hij (en anderen) in de rijkswacht monddood werden gemaakt. Hij vertelde over zijn lijdensweg rond het dossier François. Hoe hij als lid van het Nationaal Drugbureau vaststelde dat zijn commandant François zelf drugtransacties regelde en er zwaar geld voor opstreek. Raes lichtte zijn oversten in en omdat dit zonder gevolg bleef, ging hij een brief met zijn verhaal bij generaal Beaurir zelf afgeven. Toen er nog altijd niets gebeurde, stapte hij naar eerste substituut Peytier op het Brusselse parket.

„Het zijn schurken”

De zaak kwam in een stroomversnelling en eindigde met de veroordeling van commandant François - en het wegpesten uit de rijkswacht van Raes omdat die het aangedurfd had te doen wat hij gedaan had. Hij werd van het NDB naar de kazerne overgeplaatst waar hij (toen 45) ingedeeld werd onder het gezag van jongens van 20 jaar. Hij moest er het vuile werk doen.

„Alles was goed genoeg om het

door mij te laten doen. De koer schuren, bedden opmaken. Had ik geen karakter van staal gehad... Een ander had zelfmoord gepleegd,” zo zegde hij gisteren. „Als ik er nu aan denk, wat ze met mij gedaan hebben. Op het einde werd ik in een klein bureautje gestopt in de garage. Ik mocht niets doen, behalve één uur per dag witte bladzijden in twee snijden. Voor de rest van de tijd zat ik daar, niets te doen. Ik werd er ziek van. Kolonel Aelbrecht probeerde mij te helpen, maar hij kon niets doen. Via de aalmoezenier heeft hij mij laten weten dat ik beter de rijkswacht verliet, want dat ze kost wat kost mijn vel wilden. Ik ben weggegaan, ik hield het niet meer uit. Ik moest nog zes jaar werken, dat betekent dat ik nu

8.000 fr per maand minder pensioen heb. Dat is de rijkswacht, en dan is men verbaasd dat er al zoveel zelfmoorden zijn geweest.”

„Wat mij het meest pijn doet, dat is niet die 8.000 fr per maand minder maar wél dat een drugtrafikanant zoals François met één jaar veroordeling wél in de rijkswacht kan blijven en er rustig zijn pensioen afwacht. Dat is dat mensen zoals de generaals Beaurir en Beernaert, die voor de rechtbank gelogen hebben in de zaak François, met grote decoraties op hun borst de rijkswacht konden verlaten. Het zijn schurken, men moet blijkbaar een schurk zijn om het tot iets te brengen.”

Voorzitter Bourgeois schrok, sprak sussende taal en beloofde te onderzoeken of het klopt dat Raes op die wijze de rijkswacht verlaten heeft. Commissielid

Eerdekens vroeg dat de commissie aan de betrokken minister het administratief dossier van Raes zou opvragen. „Als blijkt dat de getuige echt moreel gedwongen werd en dat hij nu per maand 8.000fr minder krijgt plus alle financiële verlies van wedde die hij ook te dragen had, dan moeten wij er bij de minister op aandringen dat die zaak rechtgetrokken wordt en dat Raes krijgt, waar hij recht op heeft.” - François Raes, die de hele tijd voordien met luide en krachtige stem stoere taal had gesproken, fluisterde nu heel stilletjes: „Dank u.”

Bevroren drugs

Raes heeft overigens niet enkel over zichzelf en het dossier François gesproken. Hij heeft verbanden gelegd tussen allerlei dossiers, waarin hij van ver of van dichtbij betrokken is geweest en waarin bekende namen opduiken : rijkswachtergeneraal Beaurir, VdB, de Bonvoisin, legerkolonel Vivario, Ghijssels, Bouhouche, Beijer, Amory, Bultot, Leku e.a. Hij sprak over het fameuze dossier van bevroren vlees, waarin drugs werden gesmokkeld.

„Dat gebeurde met vrachtwagens van de firma Congel en die firma was eigendom van de beenhouwerij Ghijssels, die op haar beurt met VdB te maken heeft. Op een dag kwam een ambtenaar van het Hoog Comité van Toezicht me het verhaal van die drugsmokkel doen. Ik verwees hem naar onderzoeksrechter de Biseau en die belastte adjudant Goffinon met een onderzoek. Enkele weken later kreeg een substituut op het par-

ket een teletootje, waarin de Biseau, Goffinon, Vermaillen en de ambtenaar van het Hoog Comité van Toezicht met de dood werden bedreigd. Niemand, buiten ikzelf en de personen die ik net genoemd heb kenden de naam van die ambtenaar. Toen twee rijkswachters op bevel van de onderzoeksrechter een belangrijk bewijsstuk in dit dossier in Luik gingen opvragen, vertelde men hen dat Bouhouche het al had opgehaald. Bouhouche bleek, in dat onderzoek bij Goffinon te zijn gedetacheerd, maar voor Luik had hij géén opdracht gekregen. Ik heb mij nadien véél vragen gesteld rond die Bouhouche.”

Dringend

Na de overval op wapenhandelaar Dekaise (1982 - de eerste overval van de bende van Nijvel), werd geruime tijd later een robotfoto verspreid van één der overvallers die buiten in de wagen was blijven zitten. Raes vertelde gisteren dat hij onmiddellijk in die robotfoto Bouhouche heeft herkend. Hij heeft dit aan zijn oversten doorgegeven, er is nooit enige reactie op gekomen. „Ik heb dan nog maar eens naar eerste substituut Peytier gebeld, omdat dat een man is die men kan vertrouwen. Hij gaf mij de raad onderzoeksrechter Schlicker in te lichten. Ik deed dat en veertien dagen later werd ik door de BOB van Waver verhoord. Mijn verklaring moest ik nadien bij onderzoeksrechter Schlicker overdoen. Die heeft mij toen alleen maar inlichtingen gevraagd over een drugdossier waar ik vroeger nog in gewerkt had - over de robotfoto is nooit meer gesproken.”

„Trouwens, die overval bij Dekaise - daar heb ik ook bedenkingen bij. Ik ben ervan overtuigd dat het geen échte overval is geweest. Dat is cinema geweest, een gefingeerde overval die slecht afgelopen is omdat er toevallig een politiemans voorbijkwam. Dekaise - en de rijks-wacht weet dat heel goed - daar is iets verdachts aan en toch wordt zijn schietstand door de rijks-wacht gebruikt. Er zijn toch schietstanden genoeg?”

Raes heeft bedenkingen bij heel wat aspecten rond het onderzoek naar de bende van Nijvel. „Na de overval in Overijse-Eigenbrakel stuurde de rijks-wacht intern een opsporingsbericht rond. Bovenaan stond: „NIET DRINGEND”. Enkele weken later is er de overval in Aalst - 8 doden. Weer komt er een opsporingsbericht met gegevens die men over de daders heeft, en wéér staat er bovenaan: „NIET DRINGEND” - De eerste keer 28 doden, de tweede keer 8 doden. Hoeveel doden moet de rijks-wacht hebben vooraleer iets dringend wordt? Het heeft trouwens weken geduurd vooraleer die opsporingsberichten op ruime schaal verspreid werden.”

De commissie had voorzien dat Raes van 14 tot 16 u zou getuigen. Voorzitter Bourgeois heeft er alle moeite mee gehad om én de getuige én de commissieleden tegen 18u het zwijgen op te leggen. Raes heeft hem bovendien een dossier bezorgd, met namen en bezwarende documenten. „Dat gaan we nu eerst eens doornemen en ik denk dat wij u nog eens zullen moeten uitnodigen,” aldus voorzitter Bourgeois.

RAES François
Van Boeckelstraat, 23/4
1140 EVERE
tel : 02.241.60.23

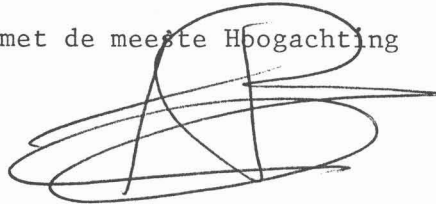
18.03.93

Meester Hugo COVELIERS
Antwerpen

. Geachte Meester ,

Hierbij gevoegd, zoals beloofd documentatie over de zaken " DELHAMENDE " en " CONGEL ". De twee eerste kopijen van de telexen zijn bijna niet leesbaar , maar ik heb ze zo gekregen.

met de meeste Hoogachting

A handwritten signature in dark ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Delhamende

Extrait : enquête - 1 - (Gil Van Beebe) (juillet 85)

L'homme d'affaires parle toujours: « En 1963, je prétends avoir porté à la Siai Marchetti sa reconversion en les convainquant de lancer une production d'avions nouveaux, des quadriplaces de tourisme S205 etc. J'ai été à la base de la décision de construire cet avion (le SF260) en en garantissant la vente: c'est devenu, durant ces 20 dernières années le seul produit usines Marchetti, connus maintenant dans le monde entier. » C'est vrai que ce produit est bon, et a fait un malheur sur le marché: mais ce n'est pas un produit qui appartient à Monsieur Delhamende, il n'est que le vendeur, alors que dans le projet Squalus, il est aussi le promoteur!)

« Je prétend avoir changé la philosophie de l'entraînement des pilotes professionnels en créant le marché de SF260 dans le monde de l'aviation. » (Renseignements pris c'est vrai que cet avion est formidable, et qu'il est à la pointe de la technologie de notre temps: dès lors, comme tous les avis sont positifs, personne ne voit pourquoi mettre un nouvel avion maintenant sur le marché, très encombré, de ce secteur? Nous reviendrons sur son prix plus tard!...)

Monsieur Delhamende de continuer sur sa lancée: « C'est en 1968 qu'à la Sabena, Monsieur Francis Viatour et Pierre Nottet, Directeurs de l'Ecole d'Aviation Civile, optent pour le remplacement du Tiger Mott par le Marchetti SF260 en en achetant 14. Puis c'est la Force Aérienne Belge en 1969 en la personne du Général Ceuppens et du ministre Van den Boeynants qui décident l'achat de 36 SF260.

Puis fin 1969, l'Ecole d'Air France Stage F achète 3 SF260 en France pour l'entraînement. Ces trois décisions confirment que le SF260, un avion qui à l'époque est très sophistiqué, est un best seller ». Nous sommes tout à fait d'accord avec monsieur Delhamende, mais où le bât blesse c'est que ce monsieur nous parle très bien du SF260, sans pour cela nous dire quel rapport il y a entre cet avion et le Squalus? Une fois de plus nous ne doutons pas qu'il soit un très bon vendeur, mais ici il semble oublier qu'il parle en temps que promoteur! (Chose plus grave, il parle d'un produit si exceptionnel qu'il pourrait encore tenir la dragée haute dans une certaine mesure au projet Squalus.)

« Je réalisais alors avec mon groupe, dont mon ami et associé le Général Aviateur Ado Bonuti, des marchés tels que la Zaïre, le Maroc et la Zambie, qui, eux aussi, choisissent ce type d'entraînement. » (Vous remarquerez au passage la construction bizarre de la phrase, qui n'est pas de notre cru, mais bien le texte original donné à la presse: par ailleurs quand Monsieur Delhamende parle du Zaïre il faut bien se souvenir comme l'a rappelé notre confrère Stève Polus dans son article paru dans le Pourquoi Pas du 4 septembre de cette année: « en fait M. Delhamende créancier de la faillite Rossignol avait suscité l'admiration unanime des spécialistes en réussissant à vendre à Ronny Rossignol un avion invendable: l'ex-Mystère 20 du président Mobutu. Personne n'en voulait, à cause de sa configuration spéciale brousse.

En outre, cet avion était sous séquestre en France pour dettes impayées. Malgré ces détails, André Delhamende l'avait vendu 165 millions à « RR »; soit quelques 120 millions au dessus du prix Argus d'un « Mystère normal ». Un vendeur de première force. Une fois de plus nous constatons que M. Delhamende parle très bien de son travail, reprenez l'argument! « C'est grâce à ces commandes que j'ai réalisées, que la philosophie préconisée pour l'entraînement des pilotes va se confirmer et la Siai Marchetti va croître dans sa politique d'expansion. »

(Très bien mon cher monsieur, mais tout ceci ne nous donne encore aucun élément qui puisse nous convaincre que votre projet va rapporter de l'argent à l'industrie wallonne!) « Nous concentrerons nos efforts sur l'Extrême Orient où en 1972, le président Marcos décidera l'achat de 49 avions. L'avion démonstrateur est parti de Gosselies à l'époque », (Tiens pourquoi parler de Gosselies, c'était plus près de chez vous ?) « j'ai passé 7 mois aux Philippines. » (Sur le compte de qui ?) « Nous réaliserons alors les marchés à Singapour, en Thaïlande et Birmanie, où les présidents de chaque pays interviendront et décideront en accord avec leurs Air Force, l'achat de plusieurs dizaines d'avions. » (Une fois de plus ce monsieur nous parle de lui, mais en aucune façon du nouveau projet, celui pour lequel, il a déjà demandé 110 millions de francs belges à la région wallonne (Ministre Wathelet) et quelques 165 millions à la région bruxelloise (Ministre Hatry) pour développer le projet.)

« La Tunisie, l'Irlande, Brunei, l'Italie, Abu Dhabi, la Libye... (bizarre quant on sait qu'il y a embargo sur toutes les livraisons de matériels avion à ce pays. Heureusement que l'oncle Sam ne le sait pas, il serait capable de couper ses livraisons à la Belgique.) 26 gouvernements permettront à la Siai Marchetti de se tailler une réputation mondiale et de construire à peu près 1000 avions. » (Bon, de deux choses l'une, ce monsieur nous vend Siai Marchetti, ou le Squalus belge? Mais il continue!...) « J'affirme encore que, si en 1966, on m'avait confié la commercialisation aux U.S.A., il y aurait eu, à ce jour 2.500 à 3.000 avions Marchetti vendus ». (Ben ! heureusement qu'ils ne vous ont pas laissé faire, alors il n'y aurait plus du tout de marché pour le Squalus, si marché il y a seulement: mais ça, c'est une aventure, que nous allons peut-être éviter.)

« Quand je vous parle de "vente" cela sous-entend tous les services et supports d'assistance technique etc... » (Quand on sait que la Sabena et les grandes compagnies de part le monde ont leur propre service de réparations et qu'elles entretiennent la plupart des avions des autres compagnies, on s'interroge sur le sens de cette phrase!)

« Je rappellerai brièvement que je suis à la base de la création d'une division de simulateurs de vol aux ACEC, qui fonctionne tant bien que mal. » (Tiens voilà qu'il parle enfin de la Belgique, naturellement pour en faire non pas l'éloge, mais bien

Affaire " DELAMENDE, André
=====

DELAMENDE, André possède une grosse villa sorte de petit Château à GESVES (près de Namur) entouré de terrain boisé de fils de fer et d'un circuit fermé TV de surveillance ce qui empêche tout approche et rend les surveillances très difficile d'autant plus que GESVES est un tout petit village où tout étranger est suspect et où tout le monde d'une façon ou d'une autre travaille pour Delamende.

Delamende est directeur pour la Belgique de la firme Marchetti ; il s'agit d'une firme italienne qui fabrique des avions et dont la Belgique son aviation militaire pour avion de d'écolage. Cette firme est installée à Gosselies(Charleroi).

En 1978 pendant que j'étais au bureau National des Drogues, je fus envoyé à la B.S.R. de Namur pour prêter main forte à ce servi qui était chargé d'une enquête discrète au sujet de Delamende. J'appris ainsi que l'intéressé avait déjà fait l'objet de surveillances et d'enquête de la part de la P.J. de Charleroi et de Namur , de la Surêté d'Etat et: même du Comité supérieur de Contrôle. mais il semblait jouir d'une protection de haut lieu. En effet, les collègues de Namur me laissèrent voir des rapports où il était question entre autre de la venue de temps à autre du Ministre VAN DEN BOEYNANTS, du chef de l'avion militaire française - où il était également dit que Delamende était en relation avec des militaires de haut rang Philippins et même avec Amin Dada. Il y avait aussi des allées et venues de voitures mercedes immatriculée en transit en Allemagne et conduites par des hommes du type asiatiques. Ces mercedes étaient d'abord conduites dans un garage mercedes de Gesves et après quelque temps au château de Delamende et lorsqu'elles en sortaient , les coffres semblaient chargés, cela se voyait à la suspension.

Comme toujours, nous commençâmes notre propre enquête et surveillances et constatèrent qu'en plus des difficultés dont question plus haut , il était impossible d'approcher à plus de 300m du château.

Nous apprîmes qu'un jour des caisses de fusils FAL étaient arrivées de FN au-Château avec pour destination inscrit dessus : ITALIE. D'après l'informateur, les fusils furent enlevés des caisses et remplacés par le même poids de sable. Quant à la destination des fusils on ne l'a jamais su.

Il y atterrissait par fois ~~un~~ un hélicoptère, on disait même qu'un

fois la princesse PAOLA était dans un des hélicoptère.
Nous apprîmes que l'épouse de DELAMENDE habitait près de Waterl
(lui habitait à Gesves avec sa maitresse) qu'elle circulait
avec une Volvo immatriculée 4V ou B B22 bien qu'elle était en
contact régulier avec la directeur de la firme IMASA, chaussée
de Louvain à Zaventem, importateur officiel de MERCEDES.
Nous apprîmes également que Delamende avait une autre firme
la " CONTRACTORS " TVA n° X 415-156337 pour l'exploitation d'
appareils électro-ménager dont le siège était à son domicile à
Gesves et le magasin à Gosselies. Nous fîmes on contrôle et con
statâmes que le magasin était en fait un hangar d'avion , perso
n'a jamais vu un appareil électo-ménager pour la vente à Gesves
donc une firme " bidon ". Nous fûmes encore plus étonnés de
voir les associés de cette firme : d'abord un libanais, deumera
à Beyreuth (dont nous n'avons plus l'identité en tête) Le lib
pays très connu pour stup et armes - un belge nommé (Volcher)
ex-gendarme à Charleroi qui habitait l'avenue de Teruuren ,
près du Square Montgomery à Bruxelles , qui circulait en Roll-
Royce (il était inventeur d'un carburateur pour voiture) mais
qui depuis peu s'est insatllé (on ignore pourquoi car pas de
réponse par Interpol) à Lima au Pérou, pays très connu pour la
cocaïne. Un hollandais dont je n'ai plus d'identité ni renseign
DELAMENDE possédait 3 voitures et un avion personnel à Gosselies
avec lequel il partait jusque Paris ou Cologne d'où il prenait
alors un avion de ligne normale mais laissant ainsi aucune trace
ici en Belgique de ses lieux de destinations.

dont le
fondateur est
le Baron De Bouvoisin
membre du C.E.P.I.C.

Nous apprîmes encore par des douaniers de Gosselies la venue de
avions C.130 de la force aérienne philippine d'où l'on décharge
des caisses de balle de golf !!!!!, les douaniers furent empêcher
de procéder au contrôle du contenu exact des caisses alors....
Le colonel philippins qui accompagnait ces avions fut attendu et
logé par Delamende.

Les mercedes étaient parquées dans un hangar d'avion de Gosselies
jusqu'au moment de l'arrivée d'un bateau bien précis à Anvers
(on ignore lequel) Puis ces mercedes étaient conduites au der-
nier moment à Anvers et chargées sur ce bateau ????????

A ce stade de l'enquête, je quittai le B.ND. et remis le dossier
avec photos, sur ordre du Cdt FRANCOIS au 1er chef AMELOOT (qui
se suicida lors de l'affaire "FRANCOIS-BND"). J'appris par après
que cette enquête n'alla pas plus loin, comme celles d'ailleurs
de la P.J. etc : DELAMENDE entretemps devint directeur de l'
aéroport de Gosselies + actuellement le "Squales")

afgesteld door
RACS H.

dossier + photos ? ? ?

MERKELIJKHEID ONELER IS

T IN PERS HIJNT

Pauls Wuyts



tig jaar journalistieke ervaring achter de rug is
begrijpen wat nu allemaal mogelijk is in de
d.

mers bekend vanuit Brazilië niet alleen dat hij
maar ook nog een dertigtal gewapende
elke de beste speurders van het land niet aan
j durft ook, in aanwezigheid van de plaatselijke
dat hij de Braziliaanse politie 2.800.000 fr. heeft
en ontsnappen!

zal houden», zegt hij met een veelbetekenende
het politiehooft, «maar ik heb wel vertrouwen!»
ge minister van Justitie, Melchior Wathelet, de
het parket te Brussel opdracht gegeven het
ng van de geheimzinnige dood van WNP-leider
Niet alleen heeft niemand ooit aan de zelfmoord
het uitzondering van de vroegere procureur-
Dépretère van Nijvel, maar nu blijkt ook nog dat
n uit het eerste dossier zijn verdwenen.

pen vraag of men meer dan vijf jaar na de dood
eld zal kunnen uitmaken of hij zichzelf van het
hij door iemand werd opgehangen in de lage
hem verhangen zou gevonden hebben. En dan
denaar kunnen ontmaskerd worden.
al voor minister Wathelet dat hij een nieuw
en en het is moeilijk te begrijpen dat zijn
etreurt dat men oude koeien uit de gracht haalt.
oordthesis, die werd bekrachtigd door een arrest
Nijvel, definitief en de dood van Latinus een

et, dat tijdens het proces van de dubbele moord
te Anderlecht door de onderzoeksrechter en de
het onderzoek reeds gezegd werd dat Latinus
moord.

enaardige vaststellingen in deze zaak, zoals de
de dood van Latinus, dat ... commissaris Smets
de minnaar was van de vrouw met wie Latinus
nu in Spanje verblijft.

on, een psychiater wiens vrouw deel zou hebben
leen samen met vooraanstaande politici, een
is en waarvan gezegd werd dat ze aanleiding
rtij bij Delhaize te Overijse. nu ook onthoud dat

Ex-kolonel Vernailen op Nederlandse televisie:

«WELLICHT OMDAT IK HANDEL IN DIEPVRIES- DRUGS OP HET SPOOR WAS, WILDE MEN MIJ UIT DE WEG RUIMEN»

Gewezen kolonel van
de Rijkswacht Her-
man Vernailen heeft
vrijdagavond voor de
Nederlandse televi-
sie ontkent dat de op
hem gepleegde aan-
slag slechts een
waarschuwing zou
zijn geweest. In -
tegendeel, aldus Ver-
nailen, toen ze er
niet in slaagden de
voordeur in te beu-
ken vuurden ze sal-
vo's los door de ruit.
Ikzelf werd gewond
en mijn vrouw is nog
steeds 40 procent
gehandicapt.



PHOTO-ACTION

RAES François
rue Van Boeckel, 23 bte 4
1140 Evere
tél : 02.241.60.23

04.02.91

Jack "Congel"

à Monsieur le Commissaire RENWART Patrick
Police Judiciaire de et à Bruxelles.

Monsieur le Commissaire,

Suite à ma déclaration que je vous ai faite le mercredi 30.01.91 concernant les attentats à la gendarmerie, je tiens à la compléter en vous transmettant quelques documents et renseignements :

- 1) une liste de noms qui figuraient sur les telex de l'affaire " CONGEL " entre la B.S.R. de Ciney et le chef VAN DEN DAELE du B.C.R. de la gendarmerie. Ces ^{hommes} je les avais interrogés par le termin de la gendarmerie, en 1982, pendant que je faisais un service A.B.T A ma connaissance ces personnes n'ont jamais été entendues. La firme CONGEL, s'identifierait en fait " COGEL " , sis à Mamer-G.D. du Luxembourg.
Si je ne remets ces documents que maintenant c'est du fait que jusqu'à présent, personne n'a voulu ou osé m'interroger officiellement sur cette affaire.
- 2) Je joins également quelques photocopies de pages de mon agenda 81 et d'articles de journaux pouvant être intéressants à l'enquête.

Restant à votre disposition pour tous autres renseignements utiles, veuillez agréer Monsieur le Commissaire mes salutations distinguées.

RAES Fr.

*Entendu pour affaire vols d'armes à la gendarmerie
et attentats gendarmerie (stup dans viande congelée)
d'abord verbalement le 21/1/91 par Subst Steffe
ensuite officiellement le 19/6/91 par Commissaire Bing et Benwart - P J
30.01.91
entendu pour affaire De Boornstein - Delanonde et Volcher par
BSR de Bruxelles (cldpulat Deboets) le 27/3/91 et 02/4/91.
pour le Subst Godbille*

BERRUTI, Robert

inconnu/mé

JOUIDA, Mohamed

né le 10/7/52 nr nat 52071008275

BCS 196262/81 motif non précisé = TVA

dos 4415/81 Parquet de Dinant

SOVEGJARTO, Antonia et enfats inconnus

FRANCINI, Luciano né le 13.12.35 nr nat 35121302122

BCS 012203/81 et 005096/81 faux -contrefaçon -

falsification dossier repose Sureté d'Etat de Lié

Firme CONNEL inconnu. (G.D. Soc)

Berruti Robert né à Monaco le 24/1/57
lié à Monaco au Paul Damer ? (en 78)

SOVEGJARTO Antonia née à Ellen Buran
26. 7. 21. liée à élève (D) - P.leinfaclation
61. (en 78) veuve d'un ingénieur chimiste
et photographe de presse (non pas connu) de celi
au Danemark (mort suspecte sous autre enseignant)

JOUIDA Mohamed dit "Karim" est celui
qui téléphonait régulièrement à Congel et est
lié à Rochefort, rue de Forest, 18. serait
parti à Monaco "bar ely Laurent" ?

121177 121177 121177 121177 121177
121177 121177 121177 121177 121177
121177 121177 121177 121177 121177
121177 121177 121177 121177 121177
121177 121177 121177 121177 121177 (2) 121177 121177 121177 121177 121177

121177 121177 121177 121177 121177

121177 121177 121177 121177 121177 121177 121177 121177 121177 121177

121177 121177 121177 121177 121177 121177 121177 121177 121177 121177

121177 121177 121177 121177 121177 121177 121177 121177 121177 121177

BERPOTI, Robert

121177 121177 121177 121177 121177 121177 121177 121177 121177 121177

121177 121177 121177 121177 121177 121177 121177 121177 121177 121177

121177 121177 121177 121177 121177 121177 121177 121177 121177 121177

121177 121177 121177 121177 121177 121177 121177 121177 121177 121177

121177 121177 121177 121177 121177 121177 121177 121177 121177 121177

121177 121177 121177 121177 121177 121177 121177 121177 121177 121177

" KARIM "

-identité :

JOUIDA, Mohamed, Abdelkrim de nationalité tunisienne, né
à GROMBALIA (Tun.) le 10 Jul 52, domicilié à ROCHEFORT
rue de Forest n° 18.

Info de Adjt VALENTIN.

JOUIDA, Mohamed, dit KARIM téléphone régulièrement (au moins
une fois par mois et pendant au moins une demi heure)
aux n° de tf :

33-93509702 (France)

352 - 311051 (Luxembourg) (Congel)

49 - 2101 - 30711 (Allemagne)

216 - 255095 (Tunisie) :

216 - 255740 (Tunisie)

Le n° 33-93509702 est attribué à :

~ BAR " CHEZ LAURENT " n° 4 rue des Anglais à MONACO

Le n° 352 - 311051 :

Firme CONGEL, (produits surgelés) à MAMER (LUXEMBOURG)

Le n° 49 - 2101 - 30711 :

attribué à la Famille :

SOVEGJARTO Antonia (veuve) à NEUSS (Allemagne), Rheinfächrstrasse
n° 61

Antonia est la mère de famille, née à ELLEN BURNN le 25 Jul 21
son mari était ingénieur chimiste et photographe de presse.

Décédé; ~~sa~~ mort suspecte au DANNEMARK (aucune info)

enfants : Konrad né le 26 mai 36

Brigitte 27 Mars 44

Claus 22 novembre 51

Doris 19 juillet 58

Ihrmgard 49

Lothard 56

JOUIDA (KARIM) a eu un garçon de café le nommé :

FRANCINI, Luciano, de nationalité italienne, né à CARMIGNANO (it)

~~xxxxxxx~~ le 13 décembre 35, enfant naturel non

reconnu, de ~~XXXX~~ CERCHINI Silvio et fils de

FRANCINI Hélène, épouse DIETHEIM gertrud, domicilié

à ROCHEFORT, rue de ~~xxxxxx~~ Forest.

A été dlié à VISEE, DINANT et ROCHEFORT

L'INTERESSE EST PARTI DE ROCHEFORT POUR MONACO, VRAISEMBLABLEMENT

AU BAR " CHEZ LAURENT " (voir ci-avant)

BAR " CHEZ LAURENT "

Suite contél. de ce jour 09 Mai à 0930hr avec le BCH, une enquête est en cours par la Gd française. Ce bar est sis rue des Anglais n° 4 à MONACO.

C'est dans cet établissement qu'est certainement parti le nommé FRANCINI Luciano qui était garçon de café chez KARIM

12411 11253 aut. Italie
R.R. 3.604

12411 11253 aut. Italie
R.R. 3.604

12411 11253 aut. Italie
R.R. 3.604

12411 11253 aut. Italie
R.R. 3.604

12411 11253 aut. Italie
R.R. 3.604

346492082 (?)
R. en aut. - (projet)

794901

Amis

RAES François
Van Boeckelstraat, 23/4
1140 Evere
tel : 02.241.60.23

11.03.93

Meester Hugo COVELIERS
te Antwerpen.

Geachte Meester ,

In afwachting van mijn bezoek stuur ik U een kpoij
op van een uittreksel van een boek geschreven door een franse Volsver-
tegenwoordiger Dhr François D'AUBERT.
Na mijn vertrek uit het N.B.D. werd mijn onderzoek aangaande Vastenavondt
niet meer verder gezet in tegendeel, sommige maatregelen dat ik getroffen
had werden afgeschaft !

met de meeste hoogachting.

A handwritten signature in dark ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke at the bottom, likely representing the name François Raes.

François Raes
Van Boeckelstraat 23/4
1140 EVERE

Aan de heer Hugo Coveliers
C. Huysmanslaan 29 B10
2020 Antwerpen

Geachte Heer.

Met veel aandacht heb ik uw boek *Twee jaar Bende-commissie* tweemaal gelezen. Ik heb zelfs met genoeg vastgesteld dat u mijn schema hebt opgenomen, een schema dat voor VdB aanleiding is geweest om mij gerechtelijk te vervolgen.

Hoewel ik zelf nogal wat feiten ken - die ik trouwens als getuige aan de Bende-commissie heb meegedeeld - kan ik niet begrijpen dat er zoveel corruptie bestaat, tot op het hoogste niveau toe, en dat daaraan niets wordt gedaan. Compleet onbegrijpelijk, want er zijn minstens 28 onschuldige Bende-slachtoffers. En de politie is niet bij machte de daders te identificeren. Met als gevolg dat de burgers met ironie over onze justitie praten.

Ik stel vast dat de personen die de jongste jaren zijn genoemd, allemaal Franstaligen zijn: Beaurir, Cdt. François, Bouhouche, Lekeu, Latinus, ... Toch zijn er ook heel wat Vlamingen onder de slachtoffers. Er waren immers ook aanslagen in Aalst, Overijse, ... En hoe is het te verklaren dat die 'Vlaamse' dossiers behandeld worden door Franstalige speurders?

Toen ik destijds nog bij de BOB was en het onderzoek naar de SAC deed, was het al duidelijk dat er in het Brusselse justitiepaleis iets niet *clean* was: het verbod om het onderzoek verder te zetten, uitoefening van druk op de onderzoekers. En toevallig duiken in de dossiers van de Bende en de WNP ook namen op, die ook al destijds in het SAC-dossier vermeld werden.

Vervolgens was er de *affaire-François*. Ook deze zaak dreigde in de doofpot terecht te komen. Dat was wellicht gebeurd als er niet dat BOB-onderofficiertje, in casu mezelf, was geweest. Het is me nadien niet in dank afgenomen. Mede dank zij u is mijn persoonlijk dossier terug ter hand genomen. En het laat zich aanzien dat het resultaat positief zal zijn. Waarvoor overigens mijn dank.

Destijds is er ook veel te doen geweest rond de drughandelaar *Albert Farcy*, die als bij toeval kon vluchten. Ook in dat dossier duiken de namen van personen op, die later opnieuw ter sprake komen.

Maar nu mijn bedenkingen en opmerkingen over het boek.

Een algemene bedenking. Zoals u in uw boek schrijft, had de commissie ook confrontaties tussen getuigen moeten houden. Maar dat is niet gebeurd. De vraag is natuurlijk waarom. En waarom werden een aantal personen niet ondervraagd door de commissie? Ik

denk bijvoorbeeld aan generaal Beaurir. Die zei ooit: "In andere tijden zou François Raes dood geweest zijn." Wat bedoelde hij daarmee? Of Raymond Charles. Dit wekt alleszins de indruk dat er veel druk op de commissie is uitgeoefend.

Blz. 13. De procureurs-generaal waren woedend. Merkwaardig. De justitie die zij verpersoonlijken, heeft gefaald en men zou daar nog niets mogen over zeggen.

Blz. 47. De kapitein van de rijkswacht waarover sprake is: gaat het om Kensier? Zo ja, dan valt over die man nog veel meer te zeggen. Hij heeft in zijn carrière de ene blunder na de andere gemaakt, maar niemand heeft daar ooit aanstoot aan genomen. Integendeel.

Blz. 50. De staatsgreep. Samen met Jan Willems heb ik Amory ontmoet. En die wees toen op een aantal dingen: de Dyane werd in staat van paraatheid gebracht, men had een geheime zender ontdekt op de Generale Staf.

Blz. 50. Mieviss van de Groep G zit nog altijd in de rijkswacht. Hij heeft zelfs sociale promotie gemaakt. Maar welke promotie was er voor Bihay en Balfroid? Laatstgenoemde kende ik al van vroeger. Het was een goede speurder. En ten tijde van het NBD-dossier heeft hij een belangrijke inlichting aangedragen, maar daar is nooit op ingegaan.

Blz. 71. SVB 3. De rijkswachter Volcher uit Charleroi had via de Cepic contacten met VdB en de Bonvoisin. Hij was ook een zakenvennoot van André Delamende, een op zijn zachtst gezegd merkwaardig personage.

Blz. 72. Cdt. Dery. Volgens mijn informatie is hij een goeie vriend van Bouhouche. Vreemd is ook dat hij met Cdt Bougerol terzelfdertijd in dienst was bij de Tweede Jagers in Charleroi. Nadat Lekeu als tuchtmaatregel uit de para's werd gezet, kwam hij in dezelfde eenheid terecht om nadien bij de rijkswacht te belanden.

Blz. 77. Calmette werd bij de NAVO geïntroduceerd door legerkolonel Muller.

Blz. 80. Wakenhut-Monitor. Deze firma had banden met de DEA.

Blz. 85. De vergissing in de zaak Pinon. Hoe kan dat?

Blz. 114. Waarom belette Deprêtre het onderzoek naar een politieke piste?

Blz. 132. Deprêtre en een kolonel beletten het onderzoek. Wie was eigenlijk die kolonel?

Blz. 136. Kolonel Haesaert en adj. De Rechter en het verbod om een onderzoek te doen naar sommige leden van het NBD. Die kolonel moest toch wel weten dat De Rechter ook betrokken was in de zaak.

Blz. 143. Waarom heeft het parket destijds geaarzeld om op te treden en zo aan Cdt. François de kans gegeven om bezwarend materiaal te doen verdwijnen. Cdt François wist wat ik aan het parket was gaan zeggen. Hij werd waarschijnlijk ingelicht door kolonel Fastrez. En waarom mocht er niet gezocht worden in de zaak Gysbrechts?

Blz. 146. Eén van de majoors was Demesmaeker. Hij was een spion van de Generale Staf en wou absoluut bewijzen dat ik valse verklaringen had afgelegd. En waarom wou Beaurir de boekhouding niet laten zien? Uit schrik voor het ontdekken van een zwarte kas, op basis van de geheime winsten die het NBD maakte met haar betrokkenheid in de drughandel? En waarom moest Vernailen zich uit het onderzoek terugtrekken?

Blz. 147 e.v. Congel. Vandendaele had een dossier. Het was

verdwenen na zijn verdachte zelfmoord. Ik bezit zelf wel wat papieren. Pas nadat ik door de commissie was gehoord, werd ik hierover ondervraagd door substituut Steppé (21/1/91) en de Brusselse GP'ers Renwart en Binz (21/6 en 30/10/91). Ik werd op vraag van substituut Godbille ook ondervraagd door de Brusselse BOB (27/3 en 2/4/91) over de Bonvoisin/Delamende/Volcher. Vreemd is dat het administratief gebouw van de firma is afgebrand. En wat VdB betreft: hoe wist hij dat zijn naam in die zaak werd genoemd? In bijlage stuur ik u een korte historiek van die periode.

Blz. 149. Wie spreekt de waarheid: Vernaillen of VdB?

Blz. 150. Goffinon extreem rechts? Dat geloof ik niet. Hij is wel zeer hoogmoedig en dat wekte veel wrevel op. Hij had contacten met Libert. Maar welke speurder komt niet in contact met misdadigers? Hoe kan men anders inlichtingen inwinnen. Had ik persoonlijk met Goffinon moeten werken, dan was er herrie tussen ons gekomen. Maar ik beschouw hem ondanks dat als een goed speurder. En ik geloof dat hij nu de rekening betaald voor zijn verzet tegen de Staatsveiligheid en de DEA.

Blz. 152. Goffinon was net zoals ik ontgoocheld over de uitspraak in de zaak François. In de wandelgangen van het justitiepaleis sprak men toch ook over een gevangenisstraf van tenminste 6 jaar voor Cdt. François.

Blz. 155. Enkele jaren geleden bood ik me aan bij Frans Reyniers om hem mijn diensten aan te bieden voor het onderzoek naar de koppelbazen van La Louvière, een milieu dat ik vrij goed kende. Maar hij wilde niet. Reyniers werkte liever met mensen als Gilissen, die trouwens vroeger ook al het NBD in moeilijkheden had gebracht in de zaak Vrancken in Tongeren. Tijdens het onderhoud zei Reyniers me dat de mislukte bomaanslag op Goffinon het werk van Goffinon zelf was.

Blz. 168. De Wachter van de BIC vertelde over een zekere Danny. Dat was natuurlijk Bouhouche. Na de overval op Dekaise verscheen een robotfoto van Bouhouche. Ik heb toen zelf zo'n foto gemaakt op basis van een echte foto van Bouhouche. Ik werd er over ondervraagd door de BOB-Waver en door Schlicker, maar zonder gevolg.

Blz. 171. Massart en Kausse spraken over rijkswachters bij de WNP. En over Faez heb ik veel inlichtingen verzameld en gegeven aan de BOB-Brussel. Zonder gevolg.

Blz. 189. Wat kostte de reis van Bultot vanuit Zuid-Afrika? Nadien komt hij onmiddellijk vrij. Hij beschuldigt Gol, maar niemand reageert.

Blz. 191. Natuurlijk was generaal Bernaert kwaad op mij. Hij werd als één van de eersten door kolonel Adrianne op de hoogte gebracht van mijn verklaringen over het NBD.

U hebt er goed aan gedaan dit boek te publiceren. Want de Bende is nog altijd niet gevonden. Zullen we ze ooit vinden? Eigenlijk zou het moeten, want er werden toch minstens 28 mensen op een brutale manier vermoord.

Ik bied u mijn beste wensen aan voor 1993.

François Raes

